



CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

45^e LÉGISLATURE, 1^{re} SESSION

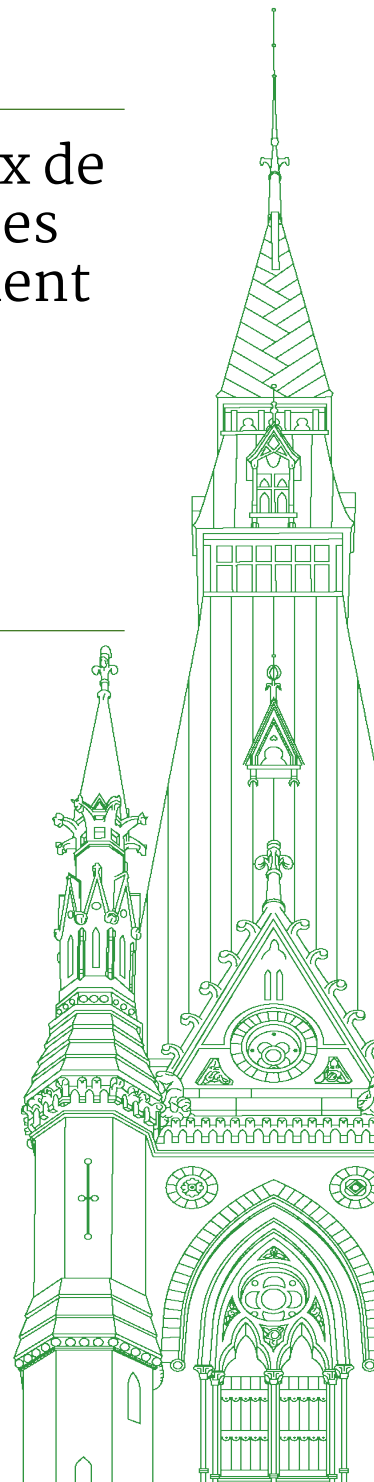
Sous-comité des droits internationaux de la personne du Comité permanent des affaires étrangères et du développement international

TÉMOIGNAGES

NUMÉRO 003

PARTIE PUBLIQUE SEULEMENT - PUBLIC PART ONLY

Le lundi 3 novembre 2025



Président : Fayçal El-Khoury

Sous-comité des droits internationaux de la personne du Comité permanent des affaires étrangères et du développement international

Le lundi 3 novembre 2025

• (1550)

[Français]

Le président (Fayçal El-Khoury (Laval—Les Îles, Lib.)): Je déclare la séance ouverte.

Bienvenue à la 3^e réunion du Sous-comité permanent des droits internationaux de la personne du Comité permanent des affaires étrangères et du développement international de la Chambre des communes.

Conformément à l'article 108(2) du Règlement, le Sous-comité se réunit dans le cadre de son étude sur la situation des droits de la personne au Soudan.

La réunion d'aujourd'hui se déroule sous forme hybride, conformément au Règlement.

Les députés peuvent participer en personne ou au moyen de l'application Zoom.

[Traduction]

Avant de poursuivre, je demanderais à tous les participants présents dans la salle de bien lire les consignes écrites sur les cartes qui se trouvent sur la table. Ces mesures visent à prévenir les incidents de rétroaction acoustique et à protéger la santé et la sécurité de tous les participants, notamment des interprètes. Vous verrez également un code QR sur la carte, qui donne accès à une courte vidéo de sensibilisation.

Permettez-moi de faire quelques observations à l'intention des témoins et des députés.

Veuillez attendre que je vous nomme avant de prendre la parole. Si vous participez par vidéoconférence, veuillez cliquer sur l'icône du microphone pour activer votre micro et le mettre en sourdine quand vous ne parlez pas. Si vous participez sur Zoom, veuillez sélectionner le canal d'interprétation souhaité au bas de votre écran: parquet, anglais ou français. Les participants qui sont dans la salle peuvent utiliser l'oreillette et sélectionner le canal désiré. Je vous rappelle que vous devez toujours vous adresser à la présidence.

[Français]

Si les députés présents dans la salle souhaitent prendre la parole, ils doivent lever la main. Si les députés qui participent à la réunion par Zoom souhaitent prendre la parole, ils doivent utiliser la fonction « lever la main ».

La greffière du Sous-comité et moi-même ferons de notre mieux pour maintenir l'ordre de parole. Nous vous remercions de votre patience et de votre compréhension à cet égard.

Je vais maintenant souhaiter la bienvenue à nos invités.

Nous recevons France-Isabelle Langlois, directrice générale, Amnistie internationale Canada francophone. Elle est avec nous par vidéoconférence. Bienvenue, madame France-Isabelle Langlois.

Nous recevons Michael Lawson, de Médecins sans frontières, représentant humanitaire au Canada. Bienvenue, monsieur Michael Lawson.

Nous recevons Casey Babb, directeur du programme Promised Land et conseiller stratégique auprès de Doctors Against Racism and Antisemitism, de l'Institut Macdonald-Laurier. Bienvenue, monsieur Casey Babb.

À titre personnel, nous recevons Khalid Medani, professeur agrégé de sciences politiques et président du programme d'études africaines, de l'Université McGill. Bienvenue, monsieur Khalid Medani.

Nous recevons aussi Jon Unruh, professeur et directeur du Département de géographie, semestre d'études sur le terrain en Afrique de l'Est, de l'Université McGill. Bienvenue, monsieur Jon Unruh.

Chaque témoin aura cinq minutes pour présenter son allocution. Je leur demande d'essayer de respecter leur temps de parole.

Nous commençons par Mme France-Isabelle Langlois, d'Amnistie internationale Canada francophone.

Madame Langlois, vous avez la parole.

• (1555)

France-Isabelle Langlois (directrice générale, Amnistie internationale Canada francophone): Mesdames et messieurs les députés, bonjour.

Je vous remercie de m'avoir invitée à comparaître devant le Comité.

Depuis la dernière comparution d'Amnistie internationale devant ce comité, le 1^{er} octobre 2024, la situation au Soudan ne s'est pas améliorée, au contraire. La population du Soudan se sent oubliée dans la spirale de la violence qui s'est abattue sur le pays, où les parties au conflit sèment la mort et la destruction, au mépris des droits de la personne et du droit international humanitaire.

Depuis avril 2023, le conflit au Soudan entre les Forces d'appui rapide, ou FAR, et les Forces armées soudanaises, ou FAS, a fait des dizaines de milliers de victimes et a entraîné le déplacement de plus de 12 millions de personnes, devenant la plus grande crise humanitaire du monde.

Compte tenu de l'ampleur des combats et de l'organisation des deux camps, la situation peut être considérée comme un conflit armé non international aux termes des conventions de Genève. Par conséquent, il est régi par le droit international humanitaire, qui vise à protéger les populations civiles et les autres non-combattants dans le cadre des conflits armés. Amnistie internationale considère que les FAS et les FAR sont toutes deux des forces étatiques. Divers groupes armés et milices non étatiques sont également impliqués.

Après enquête, Amnistie internationale a pu établir que toutes les parties au conflit ont commis de graves violations du droit international relatif aux droits de la personne et au droit humanitaire. Certaines des violences commises constituent des crimes de guerre, voire des crimes contre l'humanité.

Le 26 octobre 2025, les FAR ont affirmé avoir conquis plusieurs zones d'El-Fasher, la dernière grande ville du Darfour contrôlée par les FAS. El-Fasher comptait plus de 1,5 million d'habitants, dont des centaines de milliers de personnes déplacées à l'intérieur du pays. On estime qu'environ 260 000 civils étaient piégés dans cette ville à l'approche des attaques du 26 octobre.

Les informations provenant d'El-Fasher sont épouvantables. Des personnes ont été tuées chez elles ou alors qu'elles cherchaient désespérément de la nourriture, de l'eau et des médicaments. Elles ont été prises entre deux feux quand elles s'enfuyaient et abattues lors d'attaques ciblées. Des femmes et des filles n'ayant parfois pas plus de 12 ans ont été violées et soumises à d'autres formes de violence sexuelle par des belligérants des deux camps.

Les FAR commettent depuis longtemps des violations massives, notamment des attaques ciblées contre les communautés non arabes ainsi que des massacres rappelant ceux qu'a connus le Darfour il y a deux décennies.

Il n'y a pas de lieu sûr. Chaque minute qui passe, d'innombrables vies sont brisées. Le Canada doit agir dès maintenant et demander au Conseil de sécurité des Nations unies d'étendre l'embargo sur les armes existant au Darfour à l'ensemble du pays et d'assurer sa pleine mise en œuvre. Pour rappel, dès juillet 2024, Amnistie a rendu public un rapport faisant état d'un afflux constant d'armes dans le pays, alimentant le conflit et la crise humanitaire sans précédent.

Amnistie internationale demande donc au Canada d'exiger du Conseil de sécurité des Nations unies qu'il étende l'embargo sur les armes qui s'applique au Darfour à tout le pays.

Elle demande aussi au Canada de demander au Conseil de sécurité de renforcer ses mécanismes de surveillance et de vérification afin de surveiller et de prévenir efficacement les transferts internationaux et le détournement illicite d'armes vers le pays.

Elle demande aussi au gouvernement canadien de soutenir le mandat de la mission internationale indépendante d'établissement des faits du Conseil des droits de l'homme, qui vient d'être renouvelé pour un an.

Elle demande au Canada de demander au Conseil de sécurité des Nations unies d'étendre le mandat de la Cour pénale internationale, ou CPI, afin qu'il couvre non seulement le Darfour, mais aussi l'ensemble du territoire soudanais, pour qu'elle puisse rendre justice à toutes les victimes.

Amnistie internationale demande au gouvernement canadien de faire appliquer d'urgence tous les mandats d'arrêt non exécutés en

lien avec la situation au Darfour, notamment contre l'ancien président soudanais Omar Al Bashir, et de renforcer son soutien politique et financier à la Cour afin que l'enquête sur les violations perpétrées au Darfour et ailleurs au Soudan puisse avoir lieu.

Enfin, elle lui demande d'afficher son engagement et son soutien à l'égard des victimes du Darfour et de toutes les situations faisant l'objet d'une enquête en menant des actions concrètes visant à défendre la CPI contre les attaques des États-Unis et d'autres États.

Merci.

● (1600)

Le président: Merci, madame Langlois.

Monsieur Lawson, vous avez la parole pour cinq minutes.

[Traduction]

Michael Lawson (représentant humanitaire au Canada, Médecins Sans Frontières): Bonjour, monsieur le président et mesdames et messieurs les membres du Comité. Je vous remercie de m'accueillir ici aujourd'hui.

Je représente Médecins sans frontières, ou MSF, un organisme d'aide international qui offre des soins médicaux aux personnes touchées par des conflits armés et d'autres urgences humanitaires partout dans le monde. L'une des pires urgences humanitaires frappe actuellement le Soudan, où nous sommes actifs dans certaines des régions les plus durement touchées par une guerre brutale caractérisée par des atrocités perpétrées contre des civils et où de nombreuses personnes n'ont pas accès à l'aide humanitaire dont elles ont un besoin urgent.

Je suis désolé que mon collègue, Michel-Olivier Lacharité, chef des opérations d'urgence de MSF pour le Soudan, n'ait pu se joindre à nous par vidéoconférence aujourd'hui comme prévu. Je vous transmets ses excuses, et je vais vous donner un aperçu de l'information qu'il avait l'intention de vous communiquer.

Ces derniers jours, la situation catastrophique qui prévaut au Soudan n'a cessé de s'aggraver. Déjà aux prises avec une crise humanitaire sans précédent après plus de 500 jours de siège, El-Fasher, la capitale du Darfour-Nord, au Soudan, a vu sa situation se dégrader encore davantage après être tombée aux mains des Forces de soutien rapide, les FSR, le week-end du 26 octobre.

MSF était fonctionnel à El-Fasher jusqu'à l'an dernier, quand des attaques contre nos activités de soins nous ont forcés à évacuer la ville. En avril, une nouvelle attaque nous a contraints à évacuer le camp voisin de Zamzam qui accueille des civils déplacés. Nous sommes maintenant basés dans la ville de Tawila, à 60 kilomètres d'El-Fasher, où nous dirigeons un hôpital de 200 lits, avec 500 employés.

Parmi les patients que nous soignons se trouvent de nombreuses personnes qui ont réussi à fuir El-Fasher, notamment au cours des derniers jours, et qui nous ont raconté ce dont elles ont été témoins là-bas. El-Fasher est désormais le théâtre d'atrocités de masse et, même si le recours à la violence n'est pas nouveau là-bas, il s'intensifie et se radicalise rapidement. Les civils continuent d'être directement ciblés. Les enfants ne sont pas épargnés, et les personnes âgées et les femmes non plus. Les populations non arabes continuent d'être directement ciblées. Les infrastructures civiles et médicales sont également ciblées. Il est extrêmement difficile de fuir El-Fasher. Les personnes qui tentent de s'échapper sont victimes d'extorsion et doivent payer pour leur survie, sans parler des risques d'enlèvement ou d'agression qui planent sur elles.

Au cours de la dernière semaine seulement, notre hôpital de Tawila a accueilli plus de 500 victimes de blessures par balle. Nous avons reçu des blessés qui avaient été laissés pour morts ainsi que de nombreuses victimes de torture et de violence corporelle, soit une vingtaine par jour. Nous continuons également à voir arriver un grand nombre de victimes de violences sexuelles, l'une des principales caractéristiques de cette guerre. Avant même les récents événements survenus à El-Fasher, nous avions déjà traité 200 cas de violence sexuelle à notre hôpital de Tawila, et ce, en septembre seulement. Il ne s'agit pas de cas sporadiques ou isolés, mais ces chiffres reflètent le niveau élevé et constant de violence contre les civils que nous observons depuis des mois. Ce climat de violence n'a pas changé depuis une semaine, il n'a fait que s'intensifier. Selon nos estimations, il y a eu des milliers de décès directs à El-Fasher et dans les environs au cours des derniers mois, probablement encore plus si nous incluons les décès indirects causés par l'absence de soins et la famine.

La situation de la malnutrition est alarmante. Dans plusieurs camps de personnes déplacées dans les environs d'El-Fasher, les évaluations nutritionnelles réalisées à la mi-mars indiquent que 38 % des enfants de moins de 5 ans souffraient de malnutrition aiguë globale, dont 11 % de malnutrition aiguë sévère. C'était il y a plus de sept mois, et le siège d'El-Fasher n'a fait qu'aggraver ce problème.

Cette vulnérabilité extrême est maintenant exacerbée par la recrudescence de la violence directe. Le risque de mortalité massive demeure extrêmement élevé. À Tawila, nos équipes accueillent non seulement des enfants, mais aussi des femmes et des hommes adultes dont les niveaux de malnutrition sont alarmants. Le 27 octobre, à Tawila, les 70 enfants de moins de 5 ans que nous avons traités dans nos services souffraient tous de malnutrition aiguë. Le 28 octobre, 20 % des hommes adultes venant d'El-Fasher souffraient également de malnutrition aiguë sévère.

Ce que qui se passe en ce moment au Darfour-Nord, depuis la prise de contrôle d'El-Fasher, n'est pas une anomalie. Il s'agit de la continuation à grande échelle d'un système de destruction ciblée de civils, le principal modèle opérationnel des Forces de soutien rapide.

Je profite de l'occasion pour rappeler aux membres du Comité qu'en cas de conflit, les civils sont censés être protégés par le droit humanitaire international qui interdit aux parties belligérantes de cibler délibérément des civils, d'attaquer des travailleurs humanitaires ou de bloquer l'accès à des biens essentiels comme la nourriture, l'eau et les soins médicaux. En ma qualité de représentant de MSF, je tiens aussi à souligner que nous avons déjà exhorté le Canada à intensifier ses efforts pour défendre les principes du droit humani-

taire international dans les zones de conflit. Le mois dernier, nous avons présenté au premier ministre une pétition signée par des dizaines de milliers de Canadiens, exhortant son gouvernement à demander des comptes à ceux qui enfreignent le droit humanitaire international.

● (1605)

Aujourd'hui plus que jamais, face aux civils...

Le président: Je vais vous demander de conclure, s'il vous plaît. Le temps est presque écoulé.

Michael Lawson: ... visés par des attaques au Darfour, le Canada doit faire respecter le droit humanitaire international. Maintenant plus que jamais, surtout à la veille du dépôt du nouveau budget fédéral, le Canada doit prioriser l'aide internationale et l'assistance humanitaire essentielle dans des endroits comme le Soudan pour venir en aide aux personnes touchées par les conflits, les déplacements, la famine et la maladie.

Je vous remercie.

Le président: Je vous remercie, monsieur Lawson.

J'invite maintenant M. Casey Babb à prendre la parole. Vous avez cinq minutes, je vous en prie.

Casey Babb (directeur du programme Promised Land et conseiller stratégique auprès de Doctors Against Racism and Antisemitism, Institut Macdonald-Laurier): Monsieur le président, mesdames et messieurs les membres du Comité, je vous remercie de m'avoir invité à venir vous parler de la situation au Soudan. Je suis honoré d'être ici aujourd'hui en ma qualité de directeur de projet à l'Institut Macdonald-Laurier et de conseiller auprès des organismes Doctors Against Racism and Antisemitism et Secure Canada.

En ce moment même, pendant que nous sommes réunis ici, des hommes, des femmes et des enfants de partout au Soudan se demandent s'ils vont s'en sortir encore une fois, s'ils vont survivre une nuit de plus, la 933^e nuit depuis le début de ce qui devrait être qualifié de génocide, le deuxième en 20 ans à avoir lieu au Soudan.

En effet, même si de nombreuses zones de conflit dans le monde méritent notre attention et une intervention immédiate, la situation au Soudan est la crise humanitaire la plus grave au monde, une guerre civile qui a forcé 12 millions de personnes à quitter leurs foyers, causé une famine et des souffrances généralisées et tué 400 000 personnes, selon certaines estimations.

Des vidéos circulant en ligne montrent des femmes qui protègent leurs enfants pendant qu'elles se font injurier avant d'être tuées, des mères suspendues à des arbres avec leurs nourrissons, des enfants soldats qui assassinent des adultes et des rues et des champs jonchés de dizaines de cadavres, pendant que les tueurs se réjouissent devant la caméra. La violence sexuelle barbare est largement répandue et les rebelles l'utilisent non seulement comme outil de terreur, mais aussi comme une sorte de récompense, de rétribution.

En ce moment, le Soudan est l'enfer sur terre.

De nombreux activistes continuent malheureusement de concentrer leur énergie sur les événements qui font la une. Des ONG semblent passer tout leur temps à s'occuper d'autres dossiers et des organisations humanitaires sont souvent trop occupées à se servir de leur réputation pour lancer des campagnes politiques au lieu de faire le travail que l'on attend d'elles. Pendant ce temps, la population du Soudan est broyée par la machine de guerre.

Où sont les manifestations, les boycotts, les occupations de campus, les cocardes sur le tapis rouge, les saveurs de crème glacée, les pancartes devant les maisons et les autocollants sur les pare-chocs? Le silence qui règne est profondément troublant. Et pourtant, il y a eu tellement de morts qu'un journaliste a écrit récemment dans un journal que les mares de sang étaient si épaisses et les tas de cadavres si exposés que la purge ethnique... était visible depuis l'espace.

Et ce n'est pas exagéré. Pris entre les Forces armées soudanaises, alignées sur les Frères musulmans et soutenues par eux, et les Forces de soutien rapide suprémacistes arabes — une excroissance des Janjaweed qui ont perpétré des crimes haineux similaires entre 2003 et 2005 —, le peuple soudanais souffre terriblement, en particulier les Noirs et les groupes non arabes.

En plus du nombre inimaginable de pertes humaines, cette guerre a d'importantes ramifications géopolitiques. En collaboration avec les Frères musulmans — que le Canada devrait s'empresse de désigner comme une organisation terroriste — et en raison de sa loyauté envers le mouvement islamiste, l'Iran se sert de ce conflit pour rétablir sa présence dans la région et reconstruire son réseau de terreur, qui a été décimé depuis le 7 octobre dernier.

Si l'Iran atteint son objectif, le Soudan pourrait redevenir une plaque tournante du terrorisme islamique, une base pour des groupes comme le Hamas et le Hezbollah, ainsi que pour les Houthis, ce qui leur permettrait de rétablir leur assise. Qu'on ne s'y trompe pas: l'Iran ne se soucie pas de la souffrance humaine au Soudan, pas plus qu'à Gaza.

Non seulement des acteurs étatiques cherchent à exploiter cette situation, mais des acteurs non étatiques comme le groupe État islamique ont déjà appelé au djihad au Soudan, traitant les Forces armées soudanaises et les Forces de soutien rapide d'ennemis de l'Islam.

Tout cela pourrait avoir une importance capitale pour le Canada et les Canadiens. Dorénavant, il est impératif que le Canada et ses alliés prennent des mesures concrètes pour atténuer immédiatement les souffrances et la dévastation au Soudan. L'objectif principal de ces mesures doit évidemment être de mettre fin à la souffrance et d'obliger les responsables à rendre compte de leurs actes.

Je vais m'arrêter ici. Merci beaucoup.

• (1610)

Le président: Monsieur Babb, vous terminez juste au bon moment.

J'invite maintenant le professeur Khalid Medani à prendre la parole.

Bienvenue, monsieur Medani. Vous disposez de cinq minutes.

Khalid Medani (professeur agrégé de sciences politiques et président du programme d'études africaines, Université McGill, à titre personnel): Merci beaucoup. C'est un grand honneur pour moi d'être ici. Je suis venu de Montréal.

Je tiens à remercier le président de m'accorder ce privilège.

Je tiens à vous remercier tous de vous soucier du sort du Soudan.

Aujourd'hui, je m'adresse à vous non seulement en tant que personne d'origine soudanaise, mais aussi, et c'est encore plus important, en tant qu'universitaire et chercheur qui a passé plus de 30 ans à mener des recherches, à écrire et à enseigner sur la guerre au Sou-

dan et les nombreuses guerres qui se sont déroulées dans ce pays et en Afrique en général. J'ai travaillé dans le domaine des politiques en tant que chercheur à l'Institut Brookings et à la Woodrow Wilson School d'affaires publiques et internationales. J'ai également été chercheur associé en sécurité intérieure à l'Université Stanford.

Si je vous donne un aperçu de mon expérience, c'est parce que je vais aborder brièvement le côté théorique de la guerre, avant de formuler des recommandations stratégiques.

Premièrement, je veux vous expliquer brièvement ce que signifie cette guerre pour le Canada et le reste du monde. Deuxièmement, je veux insister sur l'ampleur de la crise humanitaire, parce que je sais que certains de mes collègues du Soudan n'ont pas pu venir ici pour en parler. Troisièmement, s'il me reste du temps, je veux parler de la nature de la guerre avant de formuler quelques recommandations stratégiques qui, à mon avis, susciteront un appui bipartite dans cette enceinte.

L'une des raisons pour lesquelles la guerre au Soudan devrait attirer l'attention du Canada, compte tenu de la couverture médiatique limitée dont elle fait l'objet, c'est parce qu'il est très important de comprendre que cette guerre a mis fin à une expérience très importante et très puissante, soit la transition de ce pays vers la démocratie amorcée en décembre 2018, mais quand la guerre a éclaté le 15 avril 2023, toute la région a été menacée. Nous avons compris, peu de temps après le début de la guerre, que c'est ce qui allait se produire.

Comme la plupart d'entre vous le savent, mais il vaut la peine de le répéter, le Soudan est bordé par sept pays différents. Ce pays joue un rôle crucial pour la région du Sahel. Il joue un rôle crucial face aux turbulences politiques qui secouent la région de la mer Rouge. C'est justement pour cette raison importante que le Canada, et bien sûr maintenant les États-Unis et leurs alliés, s'intéressent enfin soudainement au Soudan. C'est pour ces raisons.

Une autre raison très importante est certes la crise humanitaire en soi. Il ne fait absolument aucun doute que la crise humanitaire qui frappe le Soudan est la plus grave au monde. Elle a été qualifiée d'« échec de l'humanité ». L'insécurité alimentaire et la famine touchent 60 % de la population.

En tant que Soudanais, je peux vous confirmer qu'aucune famille soudanaise n'a été épargnée. Aucune maison n'a été épargnée. Il va sans dire que la guerre à El-Fasher, au Darfour, joue un rôle extrêmement important, mais mes collègues du Soudan et d'ailleurs m'ont demandé d'insister sur la nature de cette guerre.

Ce n'est pas une guerre comme les autres. Ce n'est pas une guerre civile comme les autres. C'est une guerre contre la population civile. C'est très différent du genre de guerre que nous connaissons dans d'autres contextes en Afrique et ailleurs. Il vaut vraiment la peine de répéter que les deux parties belligérantes, les Forces de soutien rapide et les Forces armées soudanaises ont exécuté, terrorisé et déplacé 13 millions de personnes, voire 14 millions, en un peu moins de trois ans. Cet impact humanitaire est vraiment important. La ville d'El-Fasher a été dévastée non seulement par les Forces de soutien rapide, mais aussi par les drones utilisés par les Forces armées soudanaises, sans oublier, bien entendu, les groupes alliés aux Forces armées soudanaises au Darfour, dont le groupe ethnique des Zaghawa.

Au lieu de vous expliquer moi-même pourquoi vous devez vous préoccuper du Darfour, du Soudan et d'El-Fasher, j'ai communiqué avec un ami du Darfour pour lui dire que je venais ici. Je lui ai demandé ce que le gouvernement canadien devrait faire selon lui. Sa réponse a été brève, mais d'une importance cruciale. Plutôt que de continuer à discourir sur un plan théorique, permettez-moi de vous lire ce qu'il m'a répondu.

Voici sa réponse: « Bonjour, monsieur Khalid. Je suis heureux d'avoir de vos nouvelles. Vous en savez plus que moi sur ce conflit. Je vais quand même vous faire part de mes réflexions et de celles de la communauté du Darfour sur la situation et sur les priorités. Le Canada peut participer aux efforts diplomatiques dans le but de neutraliser les Émirats arabes unis, ce qui pourrait faire barrage à la circulation d'armes et de matériel logistique et de communication. Le Canada peut aussi jouer un rôle pour faciliter l'accès sans entrave à l'aide humanitaire et lancer un appel à un cessez-le-feu durable. La protection des civils est également une priorité, autant de ceux qui ont été déplacés dans des camps que de ceux qui ont fui vers des pays voisins comme le Tchad. De plus, l'absence de reddition de comptes — et c'est là une autre priorité — explique la recrudescence des violences au Darfour en particulier. »

• (1615)

Je vous fais remarquer qu'au cours des 18 derniers mois, cet ami a perdu 40 membres de sa famille immédiate. Il nous rappelle que depuis le début du génocide au début des années 2000, tous les auteurs de ces crimes sont encore en liberté et continuent à commettre les mêmes crimes. Il faut tenir les Forces de soutien rapide, responsables de leurs crimes, et les Forces armées soudanaises, responsables de leur complicité, de leur « aveuglement pieux », parce que les combattants savaient que ce jour allait arriver, mais n'ont rien fait pour l'empêcher. En fait, ils sont partis.

Je sais que je n'ai pas beaucoup de temps, mais j'aimerais mentionner rapidement quelque chose qui me semble important pour le Canada.

Le président: Veuillez être bref, s'il vous plaît.

Khalid Medani: Oui, je comprends.

Que peut faire le Canada? Comment peut-il mettre ces recommandations en œuvre?

Tout d'abord, le Canada devrait s'impliquer très rapidement dans la cause humanitaire au Soudan pour des raisons stratégiques et non seulement humanitaires. C'est ce que les Canadiens d'origine soudanaise demandent depuis longtemps. Il est peu probable que la situation s'améliore, et cela devient une question cruciale. À mon avis, c'est pour cette raison que les États-Unis ont décidé de mettre sur pied le groupe médiateur appelé le Quad.

Le Canada peut faire deux choses. D'une part, il peut préconiser l'ouverture d'un corridor humanitaire dans les plus brefs délais, ce qui permettrait d'acheminer l'aide provenant du Tchad et d'ailleurs. De l'autre, il peut nommer un envoyé spécial pour le Soudan qui se rendra non seulement dans les capitales arabes, mais surtout — et j'insiste là-dessus — dans les pays de l'Autorité intergouvernementale pour le développement, l'IGAD, et de l'Union africaine qui, jusqu'à maintenant, n'ont pas joué un rôle de premier plan dans les négociations du Quad.

L'Union africaine et l'IGAD réclament la nomination d'un envoyé spécial. Je vous demande encore une fois que le gouvernement canadien désigne un envoyé spécial pour le Soudan pour

mettre en évidence le rôle de l'or dans ce conflit. C'est extrêmement important. Nous pouvons entrer dans les détails, mais le Canada peut jouer un rôle très important...

Le président: Je suis désolé, monsieur Medani. Je vous ai donné deux secondes, pas...

Khalid Medani: D'accord. Vous m'avez donné amplement de temps. Je vais donc conclure maintenant.

Je vous remercie.

Le président: Merci.

J'invite maintenant le professeur John Unruh à prendre la parole. Vous avez cinq minutes, monsieur.

Jon Unruh (professeur et directeur, Département de géographie, Semestre d'études sur le terrain en Afrique de l'Est, Université McGill, à titre personnel): Merci, monsieur le président.

En 2009, j'ai participé à la mission des Nations unies au Darfour dans le cadre de laquelle nous avons rencontré les dirigeants des divers groupes impliqués dans ce conflit. L'objectif de la mission était d'évaluer leur volonté et leur capacité à s'engager dans des négociations. Nous avions ainsi accès à une perspective plus large et structurée.

Depuis, j'ai collaboré avec quatre universitaires du Soudan dans le cadre de l'examen du rôle de la justice transitionnelle dans le conflit au Darfour. Comme le professeur Medani l'a mentionné, il existe des liens étroits entre le conflit précédent et le conflit actuel. L'objectif global est le même. Dans le conflit précédent, le contrôle territorial portait surtout sur les droits de pâturage. Aujourd'hui, il s'agit plutôt d'un contrôle économique, notamment des corridors économiques et aurifères. Les belligérants exercent ce contrôle de la même manière, en orchestrant un nettoyage ethnique à grande échelle. Nous savons à quoi cela ressemble. Nos collègues en ont décrit l'horreur.

Ce qu'il faut retenir du conflit précédent et du conflit en cours, c'est que derrière le conflit en cours se trouve une vaste clientèle, autrement dit une population qui soutient et encourage les progrès militaires des Forces de soutien rapide au Darfour et qui en profite.

Cela veut dire que les efforts visant à résoudre le conflit au Darfour et le conflit soudanais laisseront perdurer les problèmes sous-jacents au Darfour. Il s'agit là de problèmes qui datent de longtemps. Ils sont profondément enracinés et ne peuvent pas être résolus à court ou à moyen terme ni par le Canada, ni par la communauté internationale.

Notre attention doit plutôt porter sur le nettoyage ethnique actuel qui a cours au Darfour et mène à ce que la Cour pénale internationale qualifie de génocide. Le risque actuel, c'est que l'attention internationale soit détournée ailleurs — vers l'Ukraine, la Syrie et Gaza — et que le Darfour et le Soudan soient négligés.

Les violations des droits de la personne continuent de s'aggraver. Il y a des massacres. La menace de famine pèse de plus en plus. Il va sans dire que l'agriculture est à l'arrêt au Darfour et que, malheureusement, l'aide alimentaire humanitaire se fait attendre. Le conflit risque de prendre des proportions internationales. La tribu des Zaghawa est présente à la fois dans l'Ouest du Darfour et dans l'Est du Tchad et elle entretient des liens avec l'armée et le gouvernement du Tchad.

Les Émirats arabes unis financent les Forces de soutien rapide, ou FSR, dans une grande mesure, principalement en raison de ce que nous appelons l'or du conflit qui provient du Nord du Darfour, par le biais des FSR, et qui atterrit aux Émirats arabes unis. C'est comme des diamants de guerre. On s'en sert pour alimenter la guerre. Il s'agit là d'un lien fondamental.

En 2019, les Forces de soutien rapide comptaient un millier de combattants en Libye. Elles en avaient également au Yémen et dans une autre guerre. Ces combattants sont déjà utilisés à l'échelle internationale. Les risques de guerre par procuration sont très élevés si nous fermons les yeux sur ce conflit.

En ce qui concerne les liens ethniques, la pauvreté et le mécontentement généralisés parmi les tribus arabes présentes au Tchad encouragent le recrutement de jeunes Tchadiens dans les Forces de soutien rapide. La proximité des forces djihadistes ailleurs au Sahel signifie également que ces dernières cherchent des zones d'instabilité, et le Darfour en est certainement une.

Nous assistons à la balkanisation ultime du Soudan, où, comme en Libye et en Somalie, il existe de facto sur le terrain différents gouvernements dans différentes parties du pays, les Forces de soutien rapide à l'ouest et les Forces armées soudanaises à l'est.

Nous recommandons notamment que le Canada et la communauté internationale menacent directement et de manière soutenue les auteurs du nettoyage ethnique au Darfour. En fait, il est assez facile de savoir qui ils sont, pas seulement les commandants supérieurs, mais aussi les combattants de niveau inférieur.

Quand nous étions au Darfour en 2009-2010, nous avons été étonnés de voir à quel point le discours sur le terrain a changé rapidement lorsque l'ancien président Al-Bashir a été inculpé par la Cour pénale internationale. Les gens ont remis en question l'idée qu'ils allaient pouvoir conserver les terres conquises au moyen du nettoyage ethnique. Cela a changé le rythme des combats. Je le répète, il serait utile que le Canada et la communauté internationale menacent directement certains combattants sur le terrain.

Vous devez exercer des pressions coercitives sur les Émirats arabes unis. Nous avons déjà essayé les pressions diplomatiques, et voilà où nous sommes rendus aujourd'hui. Le Canada peut exercer des pressions coercitives sur les Émirats arabes unis pour qu'ils mettent fin à la circulation des armes.

● (1620)

En ce qui concerne l'or du conflit, tout comme pour les diamants de la guerre, certains instruments internationaux peuvent être utilisés pour en juguler la circulation, en particulier de l'or. Le « Guide de l'OCDE sur le devoir de diligence pour des chaînes d'approvisionnement responsables en minerais provenant de zones de conflit » est un mécanisme international que le Canada peut utiliser dans le but de réduire les flux d'or entre le Darfour et les Émirats arabes unis qui, en retour, fournissent des armes aux Forces de soutien rapide.

Enfin, une opération cinétique de la part du Canada et de la communauté internationale dans des régions précises du Darfour constituerait un argument convaincant.

Les outils sont là. Les outils coercitifs et précis sont là. À mon avis, le Canada et la communauté internationale doivent utiliser ces outils de manière beaucoup plus ciblée, robuste et coercitive.

Merci.

Le président: Je remercie les témoins.

Nous allons donc commencer notre période de questions et réponses. Pour le premier tour, chaque député disposera de sept minutes.

J'invite M. Majumdar à prendre la parole.

Shuvaloy Majumdar (Calgary Heritage, PCC): Je remercie tous les témoins de nous avoir décrit l'ampleur de cette crise, la plus grave au monde aujourd'hui. Il y a 12 millions de personnes déplacées et plus de 400 000 tuées. De toute évidence, de nombreux facteurs multidimensionnels sont à l'origine de cette tragédie et en expliquent la longue durée. C'est un sujet très délicat qui a certes été amplement commenté dans les médias sociaux ces derniers jours. Le monde est aujourd'hui beaucoup plus petit.

Monsieur Medani, je vous remercie d'avoir pris le temps de nous raconter l'une des histoires du Darfour.

Je constate que ce conflit a été alimenté par plusieurs facteurs, comme l'a décrit M. Babb. J'aimerais parler, en particulier, des Forces de soutien rapide en tant qu'entité qui soulève des doutes préoccupants.

Le groupe quadripartite dont a parlé M. Medani vient de diffuser une déclaration. Ce groupe comprend l'Égypte, l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis et les États-Unis. Parmi les points proposés, mentionnons la « souveraineté du Soudan », « aucune solution militaire au conflit » et « des accès à l'aide humanitaire sans entrave ». Je crois que les Émirats arabes unis ont versé 100 millions de dollars à deux reprises dans le but d'atténuer les combats qui ont cours à Rufaa, El-Fasher et ailleurs.

Quant à la gouvernance future, j'ai été frappé par ce passage de la déclaration: « l'avenir du Soudan ne peut être dicté par des groupes extrémistes violents appartenant ou manifestement liés aux Frères musulmans, dont l'influence déstabilisatrice alimente la violence et l'instabilité dans toute la région. »

Monsieur Babb, à ce sujet, pour reprendre votre témoignage, comment se fait-il que les Frères musulmans soient liés aux Forces armées soudanaises ou FAS? Quelle incidence ce lien a-t-il sur le conflit?

● (1625)

Casey Babb: Je vais être bref. Au fil des décennies, les Frères musulmans ont démontré leur habileté et leur sens stratégique en s'immisçant non seulement dans diverses zones de conflit partout dans le monde, mais aussi dans des pays qui sont en paix, notamment ici même, au Canada.

Au Soudan, ils se sont intégrés à l'armée soudanaise. Ce sont des islamistes de connivence avec les hauts gradés de l'armée soudanaise. Ils en profitent pour renforcer leur contrôle sur le Soudan et certaines régions du pays, comme vient de le mentionner un de mes collègues, en parlant de la balkanisation du pays. La fraternité y voit une occasion à saisir.

Je constate que de nombreux décideurs à Washington et à Ottawa se préoccupent des Frères musulmans. Le Soudan est une région du monde à laquelle vous devriez porter une attention particulière parce que, même si les Frères musulmans sont actifs ailleurs, le Soudan pourrait devenir un endroit très transformateur pour eux, selon l'évolution de ce conflit.

Shuvaloy Majumdar: Merci beaucoup de votre réponse.

Dans le même ordre d'idées, les Forces armées soudanaises se trouvent dans la région de la mer Rouge, un territoire qui détermine une bonne partie la sécurité géopolitique mondiale. Sa route commerciale est reconnue. On y trouve un potentiel agricole pouvant nourrir plus d'un milliard de personnes dans la région. Cette région revêt une importance capitale.

Selon vous, monsieur Babb, pourquoi l'Iran s'intéresse-t-il particulièrement au Soudan en ce moment? Quelles sont ses visées? Avec qui s'est-il associé pour fournir aux Forces armées soudanaises les munitions, les drones et les technologies qu'elles utilisent pour livrer cette guerre aux gens?

Casey Babb: Je vous remercie pour cette question.

Comme je l'ai mentionné dans ma brève intervention, les intermédiaires de l'Iran, disséminés dans toute la région, ont été décimés depuis les funestes attaques terroristes du 7 octobre en Israël. Cela comprend la Syrie, le Liban, Gaza et d'autres pays comme le Yémen.

Ils voient le Soudan comme une région où ils pourraient exercer un plus grand contrôle et une influence plus forte. Ils pourraient ensuite s'en servir, comme ils le font depuis des décennies partout dans le monde, comme plaque tournante pour le financement du terrorisme, notamment pour la formation, comme ils l'ont déjà fait, et pour le recrutement. Il y a vraiment un vide là-bas au Soudan que ces groupes convoitent, et il y a certes beaucoup de possibilités pour eux.

Le Canada et ses alliés doivent mettre en place des politiques qui freineront les efforts du régime iranien pour exploiter la souffrance humaine, le chaos et le carnage au Soudan afin d'atteindre ses objectifs stratégiques à long terme, ce qui causera, sans aucun doute, la mort de Canadiens, comme nous l'avons vu le 7 octobre.

Le Soudan peut sembler cloisonné, ou on pourrait croire que les activités de l'Iran n'ont rien à voir avec ce qui se passe au Soudan, au Canada ou en Israël, mais ce n'est pas le cas. Il y a un lien entre ces activités, et les Canadiens doivent se réveiller et comprendre que la présence de l'Iran et des Frères musulmans au Soudan est bien réelle, parce que nous pouvons être frappés de façon très réelle et mortelle.

Shuvaloy Majumdar: Merci.

Il ne me reste que très peu de temps, monsieur Babb, mais pourriez-vous nous expliquer... Ce conflit s'intensifie depuis un certain temps déjà. Vous avez parlé de 933 nuits d'horreur, les pires que le monde ait connues depuis très, très longtemps. Comment la violence sexuelle est-elle militarisée dans ce conflit et comment se compare-t-elle aux autres atrocités auxquelles le Canada doit faire face en soulignant ses valeurs et ses intérêts?

Casey Babb: Je vous remercie pour cette question.

La violence sexuelle est très courante dans le cadre des conflits, comme beaucoup de gens dans la salle le savent. Au Soudan, des femmes et des filles ont été horriblement agressées. Cette agression sert à humilier, à terroriser, à démoriser et à déshumaniser. C'est une arme de guerre. Elle a été utilisée comme arme de guerre en Israël le 7 octobre. On constate donc des liens à ce niveau-là.

Des mères sont attaquées devant leurs enfants, violées devant leurs enfants, même des mères qui allaitent. Les infirmières sont elles aussi agressées sexuellement. Les enfants, à des âges dont,

franchement, je ne peux pas me résoudre à parler ici, sont également victimes d'agressions sauvages.

• (1630)

Le président: Pourriez-vous conclure, s'il vous plaît, monsieur Babb?

Casey Babb: Oui.

Selon un récent rapport de l'UNICEF, 33 % des victimes d'agression sexuelle sont des garçons. Nous avons vu des situations semblables dans d'autres zones de conflit. Comme d'autres témoins l'ont fait remarquer, c'est l'un des éléments les plus flagrants de cette guerre au Soudan.

Le président: Merci.

Merci, monsieur Majumdar.

Monsieur Zuberi, vous avez la parole pour sept minutes.

Sameer Zuberi (Pierrefonds—Dollard, Lib.): Merci, monsieur le président.

Je remercie les témoins d'être venus, et je remercie aussi les nombreux membres de la communauté soudanaise qui sont venus assister en personne à cette audience du Comité.

Professeur Medani, vous étiez sur le point d'ajouter quelques éléments à votre conclusion. Je vais vous demander de les présenter maintenant, puis je poserai mes questions.

Le président: Merci, monsieur Zuberi.

Allez-y, monsieur Medani.

Khalid Medani: Merci. C'est très gentil de votre part.

J'avais deux choses à ajouter. Tout d'abord, je voulais recommander non seulement qu'on désigne un envoyé spécial pour le Soudan et pour la région du Sahel, mais qu'on l'intègre dans la Stratégie du Canada pour l'Afrique publiée en mars. Je pense que cet élément renforcera beaucoup la sécurité internationale. Comme vous le savez, il s'agissait d'une version préliminaire. Depuis, on y a mis l'accent sur la diversification du commerce et de l'investissement canadiens. Je ne veux pas réduire ce terrible conflit à cela. Ce pays est ma mère patrie. Cependant, je pense qu'il est vraiment important de souligner cette diversification. Le Soudan est très important pour le Canada, pour cette région et pour la région du Sahel.

Il faudrait aussi envisager de créer un groupe de travail sur le Soudan à Affaires mondiales. Le gouvernement canadien avait déjà créé ce groupe de travail dans le passé. Il pourrait réunir les personnes concernées et, surtout, des experts.

Deuxièmement, je vais revenir à la question pratique du Dialogue quadrilatéral pour la sécurité, ou Quad. Je peux discuter de la transition et de la réalité des Frères musulmans, qui est très différente de celle de l'Iran pour des raisons religieuses, idéologiques, stratégiques et économiques. Cependant, je pense qu'il est vraiment important, d'un point de vue pratique, que le gouvernement canadien examine ce que fait le Quad.

Le cadre lui-même a été réaffirmé par l'Union africaine et par l'Autorité intergouvernementale pour le développement, l'IGAD. M. Boulos, le conseiller spécial de M. Trump, a annoncé récemment qu'on entamerait une deuxième phase, la phase de transition après la trêve de trois mois, dont on discute en ce moment. Cette phase consiste à inviter le Qatar, la Turquie et d'autres pays. À mon avis, il serait utile que le Canada envisage de participer sérieusement à cette phase, parce qu'il a beaucoup d'expérience dans l'intervention humanitaire et la consolidation de la paix.

Enfin, je tiens à souligner l'importance de réunir la société civile soudanaise dans le cadre de la transition. Les conflits se terminent habituellement de cette façon. C'est très important. La majorité des Soudanais ne sont pas des Frères musulmans. En fait, des millions d'entre eux sont descendus dans les rues pour renverser le régime des Frères musulmans. Nous voulons donc nous ranger du côté du peuple soudanais, comme ceux qui sont assis derrière moi, comme je le suis moi-même, et à côté des amis du Soudan.

Merci.

Sameer Zuberi: Merci.

Il me reste environ quatre minutes.

Professeurs Medani et Unruh, vous êtes tous deux des experts de l'Afrique et vous avez accumulé une vaste expérience personnelle et académique sur ce continent. Je suis curieux de savoir ce que vous pensez des sanctions et des individus qui sont impliqués dans ce conflit et dans les affrontements locaux.

Quel a été l'effet de ces sanctions dans le passé? Pensez-vous qu'elles sont efficaces? Le Canada devrait-il se pencher sur cette question, devrait-il envisager de sévir contre les individus impliqués dans ce conflit?

Khalid Medani: Il me semble avoir remarqué que, dans le passé, les effets des sanctions étaient mitigés.

Il est évident que la mise en œuvre de sanctions contre Omar al-Bashir a renforcé son régime. Les autres sanctions qu'a subies l'ensemble du pays — les sanctions américaines et européennes — n'ont pas aidé. En fait, c'est ce qui s'est passé après la révolution. On pourrait en dire long sur les répercussions qu'elles ont eues sur la majorité de la population soudanaise.

• (1635)

Sameer Zuberi: Je parle plutôt de sanctions ciblées contre des individus.

Khalid Medani: Les sanctions ciblées sont très utiles dans ce contexte. Elles sont extrêmement utiles. On les a déjà appliquées, et je crois que c'est une des raisons pour lesquelles les deux parties se présentent à la table de négociation, même si elles affirment le contraire.

En l'absence de négociations politiques rigoureuses, ces sanctions ne joueront aucun rôle, mais je suis d'accord...

Sameer Zuberi: Vous suggérez des sanctions qui s'accomplissent de négociations politiques rigoureuses.

Vous avez tous deux déclaré que le Canada peut contribuer à encourager les négociations. En êtes-vous certains?

Khalid Medani: Je dirai qu'il faudra brandir de nombreux bâtons en offrant quelques carottes, selon... C'est la première chose. Oui, j'en témoignerai volontiers. Cependant, c'est la raison pour la-

quelle j'ai prononcé ce grand discours au sujet du Quad et des négociations à prendre très au sérieux.

Sameer Zuberi: Vous avez tout à fait raison, et nous en avons pris note.

Khalid Medani: Enfin, je pense aussi qu'il est très important que le Soudan... Les Émirats arabes unis jouent un rôle très important, mais en fait, plus de 14 pays participent à l'approvisionnement en armes du Soudan.

Sameer Zuberi: Pouvez-vous nous dire quels pays soutiennent les parties en conflit? J'aimerais en venir au cœur de la question, si possible.

Khalid Medani: Les Émirats arabes unis achètent directement les armes acheminées aux forces de soutien rapide, mais ils le font surtout indirectement. Ils ont divers intérêts au Soudan et dans le reste de l'Afrique. C'est ce dont le Quad discute actuellement. Nous pourrions en discuter. Cette discussion ne portera pas vraiment sur le Soudan, mais sur la stratégie du Canada pour l'Afrique. Elle est vraiment importante. Nous ne pouvons pas nous permettre de la sous-estimer.

De leur côté, les forces armées soudanaises obtiennent des armes, mais pas de l'Iran. Au début, l'Iran leur a donné des drones qui provenaient cependant de certains des pays tellement importants et puissants que l'on ne le devinerait jamais, comme la Turquie, par exemple. En outre, d'autres petits pays y participent, comme la Serbie. On ne le croirait pas.

La région du Sahel ne se limite pas à obtenir ce genre d'armes. L'approvisionnement des armes légères est bien plus inquiétant. Nous devrions nous concentrer sur le commerce dans tout le Sahel. Il faudrait pour cela étendre l'embargo sur les armes, car il ne s'applique qu'au Darfour, comme si le conflit ne faisait rage que dans cette région.

Tout le monde demande qu'on étende sérieusement l'embargo sur les armes. Le Quad devrait vraiment en discuter. En fait, dans le cinquième point de sa déclaration — un autre témoin vous l'a lue —, le Quad affirme que les interventions de l'extérieur, comme les mouvements d'armes, minent le processus de rétablissement de la paix au Soudan.

Nous devrions prendre cela au pied de la lettre et essayer d'étendre l'embargo sur les armes. L'appui des Nations unies est unanime à cet égard. Nous devrions essayer de trouver une solution en contournant le Conseil de sécurité d'une manière ou d'une autre. Il y a des précédents à cet égard. Il n'est pas nécessaire d'attendre que la Russie et la Chine exercent leur droit de veto. Il y a d'autres façons de mettre en œuvre et d'étendre l'embargo sur les armes.

Professeur Unruh, vous vouliez ajouter...

Le président: Merci. Je suis désolé. Votre temps est écoulé.

Merci, monsieur Zuberi.

Monsieur Alexis Brunelle-Duceppe, vous avez la parole.

[Français]

Alexis Brunelle-Duceppe (Lac-Saint-Jean, BQ): Merci, monsieur le président.

Je remercie tous les témoins d'être ici. Je remercie aussi Mme Langlois d'être là avec nous.

Monsieur Lawson, vous avez évoqué une malnutrition aiguë sévère, y compris chez les adultes. On parle d'un signe d'effondrement total du système de survie. On sait que la faim est aussi utilisée comme arme de guerre.

Pouvez-vous nous donner plus de détails sur vos constats les plus récents sur cette question?

Michael Lawson: Je vous remercie de cette question.

Encore une fois, je suis désolé que mon collègue Michel-Olivier Lacharité ne soit pas là pour répondre aux questions, puisque c'est lui le directeur des urgences à Médecins sans frontières.

[Traduction]

Oui, en effet, il est très évident que la faim sert d'arme de guerre depuis longtemps. Dans notre capacité de fournir des soins médicaux, nous avons constaté un nombre incroyablement élevé de cas de malnutrition. Nous savons déjà, bien sûr, que la famine a été déclarée près du camp de Zamzam. Nous étions au courant de la désignation du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire, ou IPC.

Vous avez souligné le fait que des adultes arrivent dans nos établissements dans un état de malnutrition aiguë. Je tiens à souligner que cela est très anormal. Dans la plupart des cas de malnutrition, nous traitons des enfants de moins de cinq ans. Le fait que nous recevions à Tawila un si grand nombre d'adultes qui souffrent de malnutrition en dit long sur les répercussions de ce siège.

N'oublions pas que ce siège a coïncidé l'essentiel de la population à l'intérieur d'El Fasher. C'est une des stratégies typiques de cette guerre. Ces niveaux extrêmes de malnutrition signalent une entrave délibérée et un blocage des nécessités de la vie.

Je le répète, il est évident qu'il s'agit d'une violation des droits humanitaires internationaux. Nous le dénonçons depuis des dizaines d'années. La faim ne devrait pas être une arme de conflit. Il devrait y avoir des protections pour les civils. On ne devrait pas bloquer un droit aussi essentiel que l'alimentation. Ceux qui utilisent la nourriture comme arme de guerre devraient subir des sanctions.

● (1640)

[Français]

Alexis Brunelle-Duceppe: Tantôt, vous nous avez dit que vos installations se trouvaient à environ 60 kilomètres d'El-Fasher et que vous accueilliez le peu de personnes qui avaient réussi à fuir El-Fasher.

Colligez-vous les témoignages de ces gens qui ont réussi à fuir? Si oui, pouvez-vous nous dire la teneur de leurs témoignages?

[Traduction]

Michael Lawson: Oui, les gens qui arrivent d'El Fasher nous décrivent une violence ciblée. Comme mes collègues vous l'ont dit, nous entendons parler d'un nombre élevé de cas de violence sexuelle et de personnes ciblées dans les rues. Nous n'en sommes pas directement témoins. C'est ce que nous disent nos patients quand ils arrivent.

J'aimerais revenir sur une chose que vous avez mentionnée. Nous sommes très inquiets du nombre relativement faible de personnes d'El Fasher qui arrivent à Tawila. Tawila est à 60 kilomètres. Les gens qui arrivent dans nos installations sont en très mauvais état de

santé. Il y en a aussi incroyablement peu. Nous n'en avons vu que quelques centaines jusqu'à présent.

Venant d'une ville de la taille d'El Fasher, ces chiffres n'ont aucun sens. Nous devrions voir beaucoup plus de gens. Les chiffres devraient être plus élevés, mais ce n'est pas le cas à l'heure actuelle. C'est une source de grande inquiétude, car cela indique que les gens sont toujours pris au piège du syndrome d'El Fasher ou qu'ils ne sortent tout simplement pas. Je le répète, cela nous inquiète profondément.

[Français]

Alexis Brunelle-Duceppe: Madame Langlois, de 2003 à 2008, il me semble que la crise au Darfour attirait un peu plus l'attention de la communauté internationale. On se retrouve actuellement devant une crise qui dure depuis beaucoup trop longtemps déjà. On commence à en entendre parler parce que la ville d'El-Fasher est tombée.

Qu'est-ce qui explique, selon vous, que la communauté internationale ou les médias internationaux aient laissé la crise passer sous le radar?

France-Isabelle Langlois: Merci de la question, monsieur Brunelle-Duceppe.

En effet, il y a 20 ans, on parlait davantage de la crise au Darfour. Actuellement, on parle peu du Darfour, comme on parle peu d'autres crises dans le monde. Les yeux sont rivés sur la situation en Palestine et en Ukraine.

Il y a aussi une déliquescence des pouvoirs de la communauté internationale. On détourne le regard, de façon générale, de ce qui se passe dans le monde. Le désinvestissement de l'administration Trump dans l'aide internationale et multinationale a des conséquences terribles. On le constate déjà sur le terrain, surtout au Soudan. Effectivement, il est important que des pays comme le Canada braquent les projecteurs sur la situation au Soudan.

Mes collègues l'ont dit, mais je le répète. C'est la plus grave crise humanitaire, actuellement. Il s'agit de civils qui sont pris entre les feux. Ils sont menacés de famine, qui est utilisée comme arme de guerre, tout comme les violences sexuelles subies par les femmes et les filles soudanaises.

Il est donc important que le Canada se pose en champion des institutions internationales, du multilatéralisme et de l'aide humanitaire.

Alexis Brunelle-Duceppe: Merci, madame Langlois.

Monsieur Unruh, vous avez parlé de l'or soudanais, que l'on peut comparer à ce qu'on appelle les diamants de sang, qui viennent de la Sierra Leone et de plusieurs autres régions.

Qui achète cet or?

● (1645)

[Traduction]

Jon Unruh: Pouvez-vous répéter?

[Français]

Alexis Brunelle-Duceppe: Qui achète l'or soudanais, présentement?

Qui sont les clients qui, finalement, font en sorte que cette guerre continue et qu'elle prenne de plus en plus d'ampleur, puisqu'il y a des revenus qui y sont liés?

[Traduction]

Jon Unruh: Il est certain que des gens en tirent des profits. L'or en est un. En contrôlant le territoire du Darfour, les Forces de soutien rapide ouvriraient d'autres occasions de profit.

On entend dire que les acteurs internationaux — notamment les Émirats arabes unis — possèdent, exploitent et louent de très grandes superficies de terres agricoles au Darfour et dans les environs. La conservation de ces terres témoigne de l'insécurité que ressentent certains petits États arabes riches quant à leur capacité de se nourrir. Ces pays veulent accéder à de très vastes zones agricoles et à d'autres terres qui ont une valeur économique.

On peut taxer les couloirs de circulation. On peut les capturer et s'en servir comme goulots d'étranglement. Nous avons là un aspect économique très lucratif. D'un autre côté, il existe des outils internationaux très précis conçus pour contrer les pratiques sanguinaires des conflits armés. Il faut les utiliser. Certains d'entre eux ont été conçus chez nous.

Le Canada pourrait exercer de très fortes pressions sur ces entreprises étrangères afin de stopper l'afflux d'or, par exemple. Il pourrait ainsi détourner l'attention des terres agricoles et de divers autres intérêts et en étouffer les profits. Je dirais que la situation...

Le président: Merci, monsieur Unruh. La dernière minute est presque écoulée.

[Français]

Alexis Brunelle-Duceppe: Mon temps de parole est-il écoulé?

Le président: Oui, monsieur Brunelle-Duceppe.

Alexis Brunelle-Duceppe: D'accord.

J'y reviendrai plus tard.

Le président: Pour le deuxième tour de questions, chaque député ne disposera que de cinq minutes.

Nous allons commencer par M. Fred Davies.

Monsieurs Davies, vous avez la parole.

[Traduction]

Fred Davies (Niagara-Sud, PCC): Merci, monsieur le président.

Le conflit entre l'armée soudanaise et les Forces de soutien rapide, mené dans une anarchie totale et une impunité scandaleuse, les nombreuses attaques contre les infrastructures civiles, le déplacement massif de millions de personnes et la catastrophe humanitaire écrasante, ont enfin capté l'attention d'une partie du monde. Malheureusement, on ne perçoit aucune feuille de route pour le processus de paix.

La crise humanitaire s'aggrave, et les preuves d'exécutions sommaires et de tueries massives de civils s'accumulent. Je ne perçois aucune voie visant à établir un semblant de sécurité.

Monsieur Babb, alors que les gouvernements du monde entier font face à une économie incertaine et aux perturbations causées par les États-Unis, plus je lis et plus j'essaie de comprendre ce qu'on nous dit ici, moins je comprends. Je suis quelque peu découragé.

Pouvez-vous me dire, selon vous, ce que le Canada devrait faire maintenant pour contribuer à mettre fin à cette guerre?

Casey Babb: Je vous remercie pour cette question. Je vais y répondre brièvement.

Le Canada, comme mon collègue M. Unruh l'a souligné, est présent au Soudan depuis des dizaines d'années, depuis au moins 2005, je crois. Au cours de ces dernières années, cependant, notre présence dans les zones de conflit a été très restreinte. À mon avis, nous devrions avant tout nous concentrer sur la souffrance afin de mettre fin à la violence, aux meurtres et aux agressions sexuelles. Nous devons pour cela accroître notre présence, probablement dans le cadre d'une opération de maintien de la paix. Nous semblons avoir perdu cette capacité dans une certaine mesure.

Il y a environ 30 ans, le Canada déployait environ 3 500 personnes dans le cadre d'opérations de maintien de la paix. Je crois qu'à l'heure actuelle, il y en reste une vingtaine. Je crois que nous avons peut-être neuf personnes au Soudan. Je pourrais me tromper légèrement, mais pas de beaucoup. Les opérations de maintien de la paix offrent une occasion unique par rapport aux autres interventions. Elles réunissent des gens très différents capables de trouver un terrain d'entente sur les opérations de maintien de la paix. Ce pourrait être une voie à suivre.

Fred Davies: Merci.

Vous venez de dire que le Canada déploie neuf personnes sur le terrain. Il est tout à fait irréaliste de prétendre que le Canada a une capacité quelconque en matière de maintien de la paix et qu'il peut l'appliquer dans ce territoire dans l'immédiat. Nous avons beaucoup d'investissements à faire dans nos propres forces militaires et dans nos capacités de maintien de la paix. Nous devons renforcer la formation afin de comprendre ce qui se passe sur le terrain.

À part cela, le rôle du Canada me semble encore flou. Pourriez-vous nous indiquer où nous pourrions nous rendre utiles?

• (1650)

Casey Babb: Tout à fait.

Dans la Stratégie du Canada pour l'Afrique, nous soulignons la menace croissante du terrorisme en Afrique. Il est probablement plus prononcé en Afrique que partout ailleurs dans le monde. Nous pourrions trouver des moyens de renforcer nos opérations et nos activités antiterroristes dans la région afin d'entraver les manœuvres des agresseurs.

Comme mon collègue, M. Medani, l'a fait remarquer, plus d'une douzaine de pays sont impliqués dans ce conflit à divers degrés. Nous pourrions trouver des moyens de rassembler leurs porte-parole diplomatiques.

Fred Davies: À ce sujet, monsieur Babb, vous dites que l'approche multilatérale serait probablement la plus efficace en ce moment.

Quel est le niveau de coopération et de communication entre les pays qui désirent vraiment mettre fin à cette guerre?

Casey Babb: Je peux vous en parler en termes généraux, mais je crois que d'autres experts seront mieux placés que moi pour répondre à cette question — peut-être M. Medani ou d'autres témoins.

Fred Davies: Bien sûr.

Casey Babb: Le Canada a une machine bien rodée pour participer aux activités multilatérales. Certains de ses fonctionnaires le font depuis très longtemps, et divers acteurs sont très actifs dans la région de diverses manières. Nous aurions de multiples occasions d'agir sur le terrain, d'interagir avec ces gens et de les rassembler. Plus nous communiquerons avec eux, plus vite nous mettrons fin à la souffrance humaine.

Le président: Merci, monsieur Davies.

Fred Davies: Oh! Ces cinq minutes ont passé à toute vitesse.

Le président: Madame Vandenberg, vous avez la parole pour cinq minutes.

Anita Vandenberg (Ottawa-Ouest—Nepean, Lib.): Merci beaucoup, monsieur le président.

Merci beaucoup aux témoins experts d'aujourd'hui. Je tiens également à honorer les membres de la communauté canado-soudanaise qui sont dans la salle ou qui regardent cette audience. Bon nombre d'entre vous ont probablement de la famille et ont vécu des moments terribles au cours de ces deux dernières années.

Une chose nous surprend au sujet de ces horreurs: il s'agit à la fois de la pire crise humanitaire du monde — comme bon nombre d'entre vous l'ont affirmé — et d'une des crises dont les médias parlent le moins. À mon avis, si un plus grand nombre de Canadiens étaient au courant de ce qui se passe, ils s'indigneraient et offriraient leur aide.

Sur ce, je vais commencer par m'adresser à vous, monsieur Medani. Vous avez dit que de nombreux membres de la population du Soudan protestent et cherchent des moyens d'agir.

Je tiens à souligner que cette semaine, nous avons célébré le 25^e anniversaire de la résolution 1325 du Conseil de sécurité de l'ONU sur les femmes, la paix et la sécurité. J'ai travaillé avec des femmes de la Corne de l'Afrique à un projet visant à les habiliter en vue de leur contribution au maintien de la paix.

Ma question s'adresse d'abord à vous, puis à Mme Langlois et aux autres témoins qui souhaiteront y répondre. Comment pourrions-nous renforcer les capacités des civils et des femmes du Soudan? Nous considérons les femmes comme des victimes, car elles subissent les pires atrocités, mais elles peuvent aussi contribuer au maintien de la paix et au changement. Comment habiliter ces femmes, que ce soit pour recueillir des preuves médico-légales à utiliser devant les tribunaux internationaux ou pour créer une gouvernance locale apte à négocier le maintien de la paix?

Que peut faire la communauté internationale pour aider à habiliter les femmes du Soudan?

Khalid Medani: Je vais vous dire une chose que vous trouverez probablement ironique. À notre époque, en Afrique et dans le monde arabe, la société civile du Soudan est reconnue comme étant la plus forte.

La révolution populaire pro-démocratie l'a prouvé, je crois. Je vous dis cela, parce que, pour le Canada, la meilleure façon d'aider est de collaborer avec ce qui existe. Il y a des capacités, notamment au Darfour, avec les journalistes et autres. Il y a un siège, un manque de communication, mais il n'y a pas longtemps, quand un journaliste m'a demandé le numéro d'un journaliste au Darfour, il m'a suffi d'appeler un ami, et j'ai pu lui donner un numéro. Il y a des vétérinaires au Darfour. Il n'y en avait pas lors de la première guerre, quand j'y vivais. Il y a des femmes militantes au Darfour.

Elles sont médecins, journalistes, professionnelles... Je peux vous en donner la liste, je l'ai ici avec moi.

Il y en a un certain nombre au Soudan même. De plus, les gens qui sont assis derrière moi savent que la diaspora soudanaise est très mobilisée dans le monde entier. Elle mène de nombreuses initiatives.

Enfin, sans vouloir être trop théorique, je tiens à souligner que, dans toutes les guerres — au Libéria, en Sierra Leone, au Rwanda —, on constate que la société civile joue un rôle crucial. Son rôle n'est pas périphérique, il est essentiel au processus de maintien de la paix et de cessez-le-feu. Elle joue ensuite un rôle crucial dans le processus de consolidation de la paix, comme on l'a constaté en Sierra Leone, au Libéria, au Rwanda. Cela n'a rien à voir avec le type ou la qualité du régime. Cela s'est vraiment passé à la fin de chaque guerre.

Enfin, si vous me permettez de le dire, puisque nous avons des Soudanais dans la salle, le multilatéralisme sera essentiel à la contribution du Canada. C'est ainsi que d'autres conflits ont pris fin, et vous verrez maintenant des changements si vous suivez ce qui se fait au Quad.

Je m'en voudrais de ne pas souligner aussi qu'un grand nombre de réfugiés et de Canadiens d'origine soudanaise désirent profondément que l'on accélère les processus à suivre pour faire venir leurs proches et réunir leurs familles. Il y a beaucoup de détails à régler. Cela ne va pas à l'encontre de la politique d'immigration du pays. C'est plutôt l'un des aspects humanitaires centraux de la politique canadienne, pour laquelle le Canada est reconnu dans le monde entier.

Je tiens vraiment à recommander une contribution concrète que le Canada pourra apporter, peut-être pas aujourd'hui, mais certainement demain.

• (1655)

Anita Vandenberg: Merci beaucoup.

Il ne me reste que très peu de temps.

Madame Langlois, vous avez peut-être quelque chose à ajouter, particulièrement sur les défenseurs des droits de la personne?

[Français]

France-Isabelle Langlois: Merci.

Il faut renforcer les mécanismes existants et appuyer l'embargo contre les armes. Il faut soutenir la Cour pénale internationale et soutenir les organisations d'aide humanitaire qui sont sur le terrain.

Il faut s'assurer que l'aide humanitaire se rend aux populations et tout mettre en œuvre pour que la situation s'apaise. Il faut prendre les moyens nécessaires pour qu'il y ait une résolution du conflit le plus rapidement et le plus diplomatiquement possible.

Effectivement, la société soudanaise, ici et au Soudan, peut aider à trouver des voies de passage.

Actuellement, nous avons des outils de diplomatie internationale, et nous devons les mettre en œuvre. C'est une question de volonté.

Le Canada peut avoir cette volonté, et il peut jouer un rôle de premier plan.

Le président: Merci, madame Langlois.

Monsieur Brunelle-Duceppe, vous avez la parole pour cinq minutes.

Alexis Brunelle-Duceppe: Merci, monsieur le président.

Je veux revenir sur la question que j'ai posée tantôt pour ce qui est de savoir qui achète l'or.

Monsieur Medani, vous sembliez vouloir renchérir sur cette question.

[Traduction]

Khalid Medani: Oui, vous allez nous mettre dans le pétrin. Personnellement, je ne sais pas qui achète de l'or. Dans le cas du Soudan, je tiens à souligner que 90 % de l'or est vendu en contrebande. C'est un aspect vraiment important. Le Soudan est le troisième exportateur d'or en importance en Afrique et le 12^e au monde. Compte tenu des prix actuels de l'or, qui sont sans précédent depuis les années 1970, la pression pour extraire de l'or pèse terriblement sur les Darfouriens. C'est pourquoi mon collègue en a parlé ouvertement.

Il est très important de comprendre quel genre d'or est importé. Il est introduit en contrebande. Ce fait est important — je pense que mon collègue l'a déjà dit —, parce qu'il nous permettrait de persuader, non seulement par la coercition, mais par la diplomatie, les Émirats arabes unis de suivre la réglementation internationale sur le commerce de l'or. La plus grande partie finit dans les marchés de Dubaï, à Abu Dhabi, dans les Émirats. Ce n'est pas un secret. Tout le monde le sait. Une partie s'est retrouvée en Russie, en passant par la Syrie, mais la plus grande partie finit à Dubaï.

Tout d'abord, comme il passe par la contrebande, cette campagne de réglementation est vraiment cruciale. On peut le faire par la coercition et par la diplomatie pour respecter les droits de propriété internationaux liés au commerce de l'or.

Ensuite, la manière dont l'or est produit au Soudan est importante. C'est de l'or artisanal. Les gens qui minent cet or figurent parmi les victimes les plus maltraitées du Darfour, du Kordofan et de nombreuses autres régions. Ils ne devraient pas être pénalisés par cette campagne sur l'or. Ils doivent faire partie d'une transition, d'une réforme du secteur de la sécurité, et ce sont là les rouages, le genre de choses auxquelles le Canada excelle. Il a accumulé son expertise en travaillant sur la vérité, la réconciliation et la consolidation de la paix. Vous avez ici au Canada des universitaires qui se spécialisent en la matière.

Le principe de « ne pas nuire » dans le contexte de la réglementation de l'or et de l'entrave au recrutement est crucial. Les mineurs d'or artisanal sont les plus vulnérables. Ils n'ont que très peu de liens avec le commandement des Forces de soutien rapide.

• (1700)

[Français]

Alexis Brunelle-Duceppe: Je vous remercie de cette excellente intervention, monsieur Medani.

Monsieur Lawson, vous nous avez dit que vos équipes sont parties et revenues à plusieurs reprises, que vous essayez de vous installer là où vous le pouvez. Nécessairement, vos équipes doivent subir de la violence ou, du moins, des menaces.

Que réclamez-vous comme protection supplémentaire?

D'abord, qu'avez-vous comme protection présentement sur le terrain pour vos équipes et vos installations médicales?

Au-delà de ce que vous avez, que réclamez-vous comme mesures supplémentaires afin de mieux protéger vos équipes et vos installations médicales sur le terrain?

[Traduction]

Michael Lawson: Je dirais que la protection dont nous jouissons tient au fait que notre organisme est neutre, impartial et reconnu. Cela nous protège partout où nous allons. Notre travail nous protège. Nous prodiguons des soins médicaux de façon impartiale à tous ceux qui en ont besoin. Cela nous permet de négocier l'accès à de nombreuses régions.

Au Darfour-Nord, cependant, comme je l'ai dit et comme vous l'avez souligné, nous avons dû évacuer la ville d'El Fasher et le camp de réfugiés Zamzam. Cela démontre une fois de plus que les principes humanitaires fondamentaux du droit international et humanitaire, qui reposent sur la notion d'un secteur humanitaire mondial et sur la capacité, pour les organisations comme la nôtre, de fournir de l'aide médicale là où les besoins sont les plus criants, sont complètement minés. C'est un exemple évident. Nous vivons cette situation en temps réel.

Ce n'est pas le seul exemple. Nous avons été la cible d'attaques dans de nombreuses zones de conflit ailleurs dans le monde. Nous assistons à une érosion graduelle, je dirais, mais probablement accélérée, des principes fondamentaux qui devraient protéger l'assistance et les soins humanitaires neutres et impartiaux.

Pour répondre à votre deuxième question, sur les mesures supplémentaires à prendre pour mieux nous protéger, eh bien, il vaudrait la peine de répéter que ces principes, les principes fondamentaux du droit humanitaire international, doivent être respectés. Le Canada est un État membre de la communauté internationale. Il doit être présent à la table des négociations pour faire respecter le droit humanitaire international et pour trouver un moyen, comme mes collègues l'ont déjà recommandé, d'obliger les contrevenants à rendre des comptes. Cela devra faire partie du travail multilatéral. Il faudra aussi collaborer avec les proches alliés mentionnés ici. Ces négociations sont cruciales, et cela non seulement dans le cadre du conflit qui sévit actuellement au Soudan, mais aussi pour réaffirmer la notion même selon laquelle, dans les situations de crise, l'assistance humanitaire doit atteindre les gens qui en ont besoin.

[Français]

Alexis Brunelle-Duceppe: Ma question s'adresse à M. Unruh ou peut-être à M. Medani.

Qu'est-ce qui explique que l'Union africaine, me semble-t-il, peut-être que je me trompe...

Le président: Excusez-moi, monsieur Brunelle-Duceppe. Vous pourrez peut-être poser cette question au prochain tour de questions.

[Traduction]

Madame Kronis, vous avez la parole pour cinq minutes.

Tamara Kronis (Nanaimo—Ladysmith, PCC): Merci.

Je remercie tous les témoins et ceux qui sont venus les entendre aujourd'hui. Votre douleur est immense. Cette crise est déchirante. Les témoins ont fourni beaucoup d'informations actuelles qui aident à comprendre la nature de la crise.

Monsieur Babb, j'aimerais que vous nous parliez de certaines caractéristiques structurelles du conflit et de certains problèmes de gouvernance au Soudan. Comme vous le savez, il y a environ un mois, la Chambre de première instance de la CPI a rendu une première décision de fond, je crois, en reconnaissant la culpabilité d'Ali Muhammad Ali Abd-Al-Rahman au titre de 27 chefs d'accusation pour crimes contre l'humanité et crimes de guerre. C'est important, parce que ce genre de décision étaye effectivement pour l'Histoire ce qui s'est passé en grande partie au Darfour en 2003-2004 dans le cadre du soi-disant plan d'urgence élaboré après l'attaque à l'aéroport d'El Fasher.

Pour vous donner une idée plus précise du contexte, je rappelle que la CPI a pour rôle de compléter et non de remplacer les systèmes de justice pénale nationaux. Le principe de la complémentarité suppose que la CPI intervienne quand des États ne poursuivent pas ou ne veulent pas vraiment poursuivre des criminels sur leur territoire. Mon inquiétude tient au fait que, depuis cette époque, au début des années 2000, la situation a continué de s'aggraver malgré l'existence de certains mécanismes de justice internationale. D'après les rapports que j'ai reçus, aucune réforme des organes législatifs n'a encore abouti en dépit des activités constitutionnelles de transition ou du programme de réformes. Les tentatives pour établir des gouvernements civils ne cessent d'échouer.

Que pensez-vous de la capacité de gouvernance du Soudan? Comment s'en sortir? Quelle est sa capacité de gouvernance en 2025? Quel est l'état de la magistrature dans le pays? Cela fait 25 ans que la société civile est mise en pièces au Soudan. Que faire pour que le Soudan retrouve une certaine capacité de gouvernance?

• (1705)

Casey Babb: Je serai bref ici aussi. En fait, je crois que je suis généralement bref. Je ne sais pas si c'est vrai.

Tamara Kronis: Il y en a au moins un parmi nous.

Casey Babb: Je crois vraiment... Je ne veux pas mettre le professeur Medani sur la sellette, mais il serait probablement mieux placé que moi pour répondre à cette question.

Comme vous l'avez rappelé, il semble que les organismes internationaux censés faire respecter le droit international ne soient plus ce qu'ils étaient. On le constate aussi dans d'autres régions frappées par des conflits.

Quant au Soudan, c'est un pays, comme on l'a dit tout à l'heure, où la société civile a une histoire très riche. C'est une grande force de ce pays. Il faut trouver des moyens d'habiliter son peuple, de l'élever et de le placer en situation d'apercevoir une sortie de ce carnage, qui est en fait — comme c'est si souvent le cas — une guerre entre des hommes assoiffés de pouvoir et poussés par des idéologies et des désirs pervers. Si on peut trouver des moyens de faire respecter le droit humanitaire international et de soutenir le plus possible la société civile, notre situation s'améliorera probablement.

Au Soudan, ces problèmes structurels remontent à des décennies. Ces enjeux persistent même durant les périodes de trêve.

Tamara Kronis: J'aimerais profiter du peu de temps qu'il me reste pour demander à M. Medani de nous en dire un peu plus.

Les obstacles auxquels sont confrontées la CPI et la communauté internationale sont les mêmes que d'habitude, mais ils sont multipliés ici. Le manque de coopération des autorités soudanaises complique la collecte de preuves, et il est donc difficile d'obtenir les éléments nécessaires à des mises en accusation. Il y a le conflit en

cours et les problèmes de sécurité sur le terrain. Il y a les contraintes en matière de ressources. Il y a les problèmes habituels liés aux mandats d'arrestation, et j'en sais quelque chose puisque j'ai participé à ce genre de travail dans une vie antérieure. Il y a la question de la protection des victimes et des témoins. Il y a le blocage de l'aide humanitaire par toutes les parties, mais aussi la militarisation de l'aide. Et puis il y a toutes sortes d'allégations selon lesquelles des intérêts internationaux arment une partie ou l'autre.

Quelle est la voie à suivre?

Le président: Excusez-moi. Le temps est écoulé, mais je vais vous donner 45 secondes parce que la question est importante.

Allez-y... mais pas plus que cela.

Khalid Medani: Je répète la question: quelle est la voie à suivre concernant les structures de gouvernance et tous ces éléments?

Tamara Kronis: L'enjeu est en effet celui de la gouvernance. Comment trouver la vérité qui va permettre la réconciliation, faute d'un meilleur terme?

Khalid Medani: Tout d'abord, ce n'est pas facile, mais cela existe en îlots. Le laboratoire de Yale, par exemple, fait ce genre de choses. C'est très important pour la reddition de comptes. Il y a des militants des droits de la personne sur le terrain, ainsi que des journalistes et d'autres que je préfère ne pas désigner dans les sources ouvertes, appelez-les comme vous voulez. C'est très important. Dans tout le pays, la société civile...

• (1710)

Tamara Kronis: Qu'en est-il de la magistrature?

Khalid Medani: Elle a été décimée — c'est indiscutable. Tout cela est absolument vrai. C'est un véritable objectif de la guerre. Quand j'ai dit que c'était une guerre contre les civils, je voulais dire que l'objectif est de détruire non seulement les infrastructures du pays, mais aussi la société civile et les institutions. En ce sens, c'est une guerre atroce, qui est très difficile à décrire au-delà même des chiffres.

Cela dit, dans d'autres pays comme la Somalie, où j'ai travaillé, et ailleurs, la diaspora soudanaise est extrêmement... Ses capacités sont très élevées, tout comme en Somalie et au Somaliland, par exemple.

En fait, le Canada a travaillé au renforcement des capacités de la diaspora sud-soudanaise. Cela n'a pas fonctionné pour des raisons politiques, et pas parce que c'était une mauvaise idée. C'est pourquoi il est important de mettre sur pied — si vous me permettez de me répéter — un groupe de travail sur le Soudan réunissant l'expertise nécessaire pour faciliter ce genre de renforcement des capacités. Cela fait partie de la phase de consolidation de la paix. Un, deux, trois, par étape. D'autres pays ont fait la même chose.

Cependant, je ne vais pas me contenter de dire ici qu'il n'y a pas de décimation dans...

Le président: Merci, monsieur Medani.

Madame Dhillon, vous avez la parole pour cinq minutes. Allez-y.

Anju Dhillon (Dorval—Lachine—LaSalle, Lib.): Merci, monsieur le président.

Je vais commencer par M. Unruh.

Vous avez dit quelque chose de très intéressant dont personne ne nous avait parlé auparavant au sujet des conflits sous-jacents au Darfour. Même si on règle globalement la situation au Soudan, il restera des problèmes sous-jacents. Pourriez-vous nous en parler?

Jon Unruh: Certainement.

Au début, durant le premier conflit au Darfour, vers 2003, on pensait que le changement climatique était l'un des principaux moteurs de ce conflit. En effet, une grande partie de la population nomade s'était déplacée du sud du Sahara vers le centre et le sud du Darfour. Et elle s'était heurtée à la population agricole au sujet des ressources de pâturage.

Auparavant, les nomades se déplaçaient beaucoup entre le nord et le sud en fonction des saisons. Ils se rendaient dans les régions agricoles en empruntant des corridors que tout le monde connaissait et ils entraient en contact avec les agriculteurs. Les deux groupes s'entendaient sur les périodes où les nomades pouvaient entrer dans les zones agricoles pour faire brouter leurs bêtes et les périodes où ils ne le pouvaient pas. Tout allait bien jusqu'au jour où le gouvernement soudanais a décidé de changer les choses et de favoriser les nomades. Ceux-ci pourraient désormais entrer dans les zones agricoles comme bon leur semblait, faire fi des règles antérieures, des structures de gouvernance et des restrictions relatives aux droits fonciers coutumiers en vigueur et faire ce qu'ils voulaient. C'est ce qui a vraiment aggravé, en amont, le conflit actuel.

C'est un problème difficile à résoudre. Il est difficile de revenir à une situation où tout le monde connaît les règles et où les allées et venues sont négociées.

Cela a cependant une résonance aujourd'hui dans la société civile. Il y a là une grande valeur. La société civile soudanaise est solide. En 2009, dans le cadre des efforts de l'ONU, nous avons vu beaucoup de ce que nous appelons des « mini-accords de paix » entre des groupes, certains d'entre eux appuyant des parties opposées dans le conflit. Ces gens se connaissent. Les membres des FSR connaissent les membres de la communauté agricole. Ils vivent les uns parmi les autres. Ils ont des descendants et de la parenté et concoctent un petit accord de paix entre eux. Il peut y avoir des échanges commerciaux, etc., et ils s'entendent sur tout cela.

Quand nous avons constaté l'existence de ce genre d'accord, nous en avons cherché d'autres. En fait, il y en a un peu partout dans la région.

Il serait intéressant d'appuyer ces initiatives. Les organismes internationaux pourraient très facilement avoir un accès direct à ces groupes sur le terrain. Cela pourrait servir.

Comme la société civile se répartit en fait entre des groupes opposés dans ce conflit, on pourrait, de l'extérieur, leur demander ce dont ils ont besoin. Mieux encore, on pourrait leur demander ce qu'ils peuvent nous fournir, par exemple des preuves de ce dont ils sont témoins. Ils pourraient proposer des mesures concrètes, des initiatives de la société civile invitant les femmes et d'autres à négocier ces mini-accords à petite échelle là où les groupes se situent de part et d'autre du conflit.

Ce serait une sorte de mesure ascendante. Il faudrait jumeler cela avec l'imposition de sanctions descendantes aux combattants actifs sur le terrain.

• (1715)

Anju Dhillon: Merci beaucoup. C'est la question que j'allais vous poser.

Je vois que M. Medani hoche la tête lui aussi. Voulez-vous ajouter quelque chose au sujet de la société civile? Vous avez dit que c'est le peuple — des millions de civils — qui souhaite la paix et le règlement de cette question.

Je vois que la salle est pleine aujourd'hui. Je remercie sincèrement l'auditoire et les membres de la communauté ici présents qui ont pris le temps d'écouter ce témoignage très important et qui expriment leur solidarité.

Voulez-vous ajouter quelque chose, monsieur Medani?

Khalid Medani: Je dirais que ces mécanismes traditionnels de résolution des conflits sont extrêmement solides. Mon collègue en sait beaucoup plus que moi puisqu'il est géographe, mais je me trouve au Darfour et je l'ai vu de mes propres yeux. Ce n'est pas seulement au Darfour, en fait, mais aussi ailleurs.

Je voulais dire un mot sur la voie à suivre. Il y a là-dessous — la résolution des conflits sur le terrain et le multilatéralisme — quelque chose de très important qui est aussi l'objectif ultime. Il faut être prudent quand on dit cela, mais l'objectif ultime est une démocratie civile.

Quand, à l'échelle mondiale, la démocratie suscite la désillusion, il est intéressant de constater, particulièrement dans cette région, mais aussi dans l'ouest, que les belligérants parlent, les uns et les autres, de transition démocratique dans leur rhétorique. Je sais que c'est difficile à croire, mais ils tentent désespérément d'obtenir une légitimité parce qu'ils savent que c'est ce que les Soudanais veulent en fin de compte. De plus, il est bon, du moins pour le moment, que ce soit accepté par le Quad, dont la majorité des membres ne sont pas des pays démocratiques.

Cela devient un aspect très important de la voie à suivre.

Quel rôle le Canada peut-il jouer? Je ne peux pas donner trop de conseils, sauf pour dire qu'on parle de primauté du droit, de fédéralisme et de constitutionnalisme. C'est le début de ce que beaucoup de Soudanais... Même à l'heure actuelle, du moins dans la rhétorique et le discours, les acteurs régionaux, qui ne sont pas prodémocratie à proprement parler, entérinent l'idée d'une transition vers une démocratie civile. Je pense que c'est important.

Le président: Merci, monsieur Medani.

C'est au tour de M. Alexis Brunelle-Duceppe.

Vous avez cinq minutes, monsieur.

[Français]

Alexis Brunelle-Duceppe: Merci beaucoup, monsieur le président.

Je vais poser une question aux témoins, mais ils ne sont évidemment pas obligés d'y répondre.

Le gouvernement a diffusé la Stratégie du Canada pour l'Afrique juste avant les élections. Le document compte à peu près 18 pages. Le Soudan y est mentionné peut-être une ou deux fois, au maximum.

Pensez-vous que cette stratégie est sérieuse?

Est-ce la stratégie que le Canada devrait adopter pour tout le continent?

N'y a-t-il pas là une mauvaise compréhension de ce qui est en train de se passer au Soudan, soit une crise humanitaire, et du rôle que le Canada doit jouer là-bas? Le document énonçant cette fameuse stratégie pour l'Afrique contient à peine 18 pages.

Je vous donne la parole, M. Medani. J'aimerais aussi avoir les commentaires de M. Lawson par la suite.

[Traduction]

Khalid Medani: Mon collègue M. Unruh et moi avons quelque chose en commun, à savoir que nous faisons tous les deux partie du programme d'études africaines de l'Université McGill. Je crois pouvoir parler pour nous deux ici en disant que c'est loin d'être suffisant, mais la suite sera mon propre point de vue.

Je ne veux pas trop parler de la stratégie africaine, mais c'est très... Je ne suis pas certain de ce qu'est le volet paix et sécurité, et je ne peux pas vous dire en quoi consistent les discussions internes. Mais je peux vous dire que la question de la paix et de la sécurité n'est pas une chose marginale. Ce n'est pas exclusivement une question de soft power.

C'est là que le Canada a un grand avantage en raison de sa neutralité dans ces contextes. Il n'est pas une superpuissance comme les États-Unis, mais, en matière de résolution des conflits et concernant le dialogue avec les dirigeants africains, l'Autorité intergouvernementale pour le développement et l'Union africaine, c'est un aspect qui n'est pas suffisamment théorisé, disons, dans le document, et on peut donc se demander dans quelle mesure le Canada envisage sérieusement la stratégie pour l'Afrique.

Je crois que c'est la vague de l'avenir. La Chine le sait, tout comme les Émirats arabes unis, qui sont le quatrième investisseur en importance en Afrique. La stratégie pour l'Afrique devrait être plus solide et, bien sûr, le Soudan et le Sahel devraient être au centre de cette perspective, parce que cette région de l'Afrique est en fait la plus riche en ressources naturelles.

Corrigez-moi si je me trompe, monsieur Unruh.

• (1720)

Michael Lawson: Comme représentant d'un organisme d'aide internationale, je ne parlerai pas de la valeur géopolitique de la stratégie du Canada pour l'Afrique, mais je dirai que son existence est importante, tout comme le fait que le Canada reconnaisse l'importance de s'engager en Afrique. Une grande partie de notre travail se fait en Afrique.

Nous tenons à souligner que, dans toute stratégie d'engagement, l'aide humanitaire et la nécessité de faire face au grand nombre de crises et de conflits humanitaires qui subsistent sur le continent africain sont d'une importance capitale. Quelle que soit la stratégie qui y amènera le Canada, il est essentiel que l'aide humanitaire reste un élément fondamental de l'interaction du Canada avec différentes parties du monde, notamment en Afrique, où dominent encore les conflits et les crises.

[Français]

Alexis Brunelle-Duceppe: Merci.

Tantôt, je n'ai pas eu assez de temps pour formuler la prochaine question. La voici.

Vous êtes des spécialistes, évidemment, du continent africain et de tout ce qui se joue là-bas. Je me trompe peut-être, mais j'ai un peu l'impression de parler du silence de la communauté internationale.

Est-ce que je me trompe ou l'Union africaine est aussi très silencieuse au sujet de la crise au Soudan présentement?

Pourriez-vous m'éclairer là-dessus?

[Traduction]

Khalid Medani: Je vais continuer à parler si vous me posez des questions. C'est mon problème. C'est pour cela que je suis payé. Excusez-moi.

L'Union africaine est très compromise. Le problème, c'est que les dirigeants de l'Union africaine et de l'Autorité intergouvernementale pour le développement ont pris parti. C'est du moins l'impression qu'ils laissent. Bref, le gouvernement kényan semble prendre parti pour les Forces de soutien rapide. Et Museveni a accueilli le chef des Forces de soutien rapide au pire moment. Ils ont fait quelque chose que des artisans de la paix ne peuvent pas se permettre dans un contexte de guerre, à mon avis: ils ont pris parti. Cela a vraiment miné les négociations. L'Union africaine est composée d'un ensemble de pays. Ils ont manifesté leurs partis pris, et c'est ce qui a miné le genre de coalition coordonnée et cohérente dont on a besoin pour négocier la paix.

Qu'est-ce que cela signifie? Cela signifie que... Je ne veux pas continuer à en revenir au Canada. Ce que cela signifie, en général, c'est qu'une tierce partie doit intervenir, que ce soit en Europe ou ailleurs, ou au Canada, pour effectivement reformuler le processus et donner plus de légitimité, même à l'Autorité intergouvernementale pour le développement et à l'Union africaine. En l'occurrence, les deux exprimeraient, par exemple, leur appui au Quad et à son cadre, parce que leur propre cadre est évidemment compromis.

C'est pourquoi nous demandons au Canada de participer à ce processus, malgré les critiques et les tensions. Il s'agit de l'Afrique et d'un conflit très différent...

Le président: Merci, monsieur Medani.

Monsieur Majumdar, vous avez cinq minutes.

Shuvaloy Majumdar: Merci, monsieur Medani. Comme beaucoup de nos collègues, je vous suis reconnaissant d'être une voix aussi éloquente pour les politiques en jeu, mais aussi pour la communauté représentée physiquement par vous ici et partout au pays et qui, manifestement, est très attentive à la façon dont le Canada traite ces questions.

J'ai quelques questions au sujet de votre expérience dans ce domaine. Vous avez beaucoup écrit sur les marchés informels, sur le militantisme des jeunes et sur les idéologies extrémistes, notamment au Soudan aujourd'hui. À votre avis, quels seraient les grands facteurs économiques qui attireraient la jeunesse soudanaise aujourd'hui?

Si vous me permettez d'extrapoler un peu plus, la déclaration du Quad fait état d'un avenir pour le Soudan qui, comme vous l'avez dit, inclurait la société civile, le secteur privé et le secteur privé informel local, dans l'espoir que ce soit à l'avantage de la gouvernance du peuple. Au lendemain d'une violence aussi épuisante, comment voyez-vous l'économie du Soudan profiter à la population soudanaise et être plus attrayante pour bâtir un pays qui serait prospère au lieu de se désintégrer encore une fois en factions extrémistes et fanatiques, déterminées à se faire la guerre?

Khalid Medani: Il existe un plan de transition pour le Soudan.

Tout d'abord, je vous remercie de vos aimables commentaires. Je suis toujours fier de représenter mon pays. Je peux vous dire que c'est un phénomène générationnel. Nous représentons tous notre pays, et je suis également fier de représenter d'autres pays dont je suis citoyen.

En l'occurrence, pendant la transition qui a suivi la révolution, on a essayé de répondre à cette question. À l'époque, la société civile a décidé de démanteler ce qui faisait obstacle à ce dont vous parlez, c'est-à-dire la répartition des biens publics d'une manière qui n'apporterait peut-être pas nécessairement le bonheur, mais qui garantirait la stabilité. Il s'agissait, en fait, de démembrer ou de démanteler l'État profond.

Dans tous ces pays, la violence pure ou la violence d'État est généralement due à deux choses. Il y a d'abord, évidemment, l'idéologie et cette obsession du pouvoir, mais cela ne peut pas faire l'objet de poursuites sans la domination de l'économie nationale, du point de vue des produits de base, des marchés financiers, etc. La violence d'État est à la fois exécutée et poursuivie par l'État. Ce qu'il faut — et ce sont les Soudanais qui l'écrivent —, c'est démanteler cette partie de l'économie qui se trouve, en fait, sous l'hégémonie et le monopole de quelques personnes dans l'État. C'est pour cela que la guerre a commencé.

Je sais qu'on discute beaucoup des raisons pour lesquelles la guerre a commencé. Cela a commencé pour une raison: la population soudanaise voulait éliminer la corruption. Imaginez une guerre qui commence pour cette seule raison des deux côtés, parce que c'est la seule chose sur laquelle ils sont d'accord, parce qu'ils refusent de renoncer à leurs énormes profits.

Qu'est-ce que cela signifie? Cela signifie qu'il faut promouvoir la démocratie et une économie qui n'est peut-être pas égale pour tout le monde, mais qui n'est certainement pas dominée par l'État. Cela peut se faire. Cela se fait ailleurs. Les Soudanais ont un plan à cet égard. Je vous l'enverrai si vous voulez. C'est pour cela que la guerre a commencé, et il faut donc en revenir à cela et y faire face.

Le recrutement de militants est une autre histoire. Vous pouvez lire mon livre, mais c'est une question de socialisation. Ils ne sont pas aussi forts qu'on pourrait le penser au Soudan. Ils sont faibles. Ils s'accrochent désespérément au pouvoir, utilisant leurs alliés dans l'armée parce qu'ils n'ont plus de soutien dans la société civile, en dehors des milices qu'ils viennent tout juste d'élargir. Ils n'arrivent plus à recruter.

Je vais m'arrêter ici.

● (1725)

Shuvaloy Majumdar: Merci. Je crois qu'il me reste environ une minute.

À cet égard, dans certains documents que vous avez fournis et dans le travail que vous avez fait, vous expliquez comment les dirigeants islamistes locaux exploitent ces ressources pour se promouvoir.

Comment bâtir un avenir au Soudan qui permette de jeter tout cela dans les poubelles de l'Histoire et de donner aux Soudanais la possibilité de vivre ensemble dans le pluralisme?

Khalid Medani: Mon Dieu, vous devriez me payer.

Le problème que pose l'examen des mouvements islamistes à l'échelle mondiale et de celui des Frères musulmans... Je sais que les Frères musulmans suscitent un réel intérêt pour de nombreuses raisons.

La tension se trouve généralement au niveau de leadership, qui n'est pas si différent des autres. Je me suis toujours intéressé aux jeunes et aux gens ordinaires. Quand on examine les raisons pour lesquelles ils se joignent à ces organisations, on constate qu'il s'agit surtout de raisons sociales, de problèmes de sous-emploi plutôt que d'emploi et de problèmes liés au fait d'essayer de bâtir une vie, une vie sociale, dans le contexte de crises économiques et même politiques profondes. La solution consiste généralement à offrir ces possibilités sans la manipulation idéologique de quelques dirigeants.

Je sais que, au Moyen-Orient, on me reproche d'avoir trop de sympathie pour les jeunes qui sont recrutés. Je n'aime pas leur idéologie, mais je suis sensible à leur condition sociale et économique, parce que c'est quelque chose sur quoi on peut agir.

Le président: Merci, monsieur Medani.

Monsieur Zuberi, vous avez la parole.

Sameer Zuberi: Merci, monsieur le président.

À mon tour de remercier les témoins et les membres de la communauté ici présents.

J'aimerais parler un peu du Quad. Vous en avez parlé à plusieurs reprises. Il est composé des États-Unis, de l'Égypte, de l'Arabie saoudite et des Émirats arabes unis. Le 12 septembre, ils ont proposé une feuille de route pour apaiser le climat actuel. Ils espéraient à ce moment-là que cela durerait trois mois. Et nous voilà dans la situation où nous sommes.

Vous avez également suggéré, monsieur Medani, que le Canada contribue aux efforts multilatéraux visant à calmer la situation, à apaiser les combats et à protéger les gens. Comment l'envisager alors que le Quad existe déjà? Mis à part ce que vous avez dit au sujet d'un envoyé spécial, comment proposez-vous d'entamer cette discussion?

● (1730)

Khalid Medani: Cela peut se faire en dehors du Quad. La Turquie et d'autres pays le font. Cela pourrait s'inscrire dans la relation et les bons offices du Canada avec l'Union européenne, qu'il travaille très fort à améliorer pour diverses raisons. Cela peut même entrer en ligne de compte avec les pays avec lesquels le Canada a des discussions, dont la Chine, par exemple, qui s'intéresse beaucoup à la région, au Soudan.

Je crois que le Canada pourrait intervenir par l'entremise de ses autres alliés. Il a aussi des relations avec des pays africains. C'est un point d'accès très important. Je ne vois pas pourquoi le Canada ne participerait pas à quelque chose et n'accorderait pas la priorité à la paix plutôt qu'aux autres tensions. Ces éléments peuvent être compartimentés, et je pense que c'est important. Je crois aussi que le Canada pourrait vraiment faire quelque chose que le Quad ne peut et ni ne veut faire, à savoir inclure la société civile.

Le Quad a des intérêts stratégiques différents, c'est clair, mais, parmi les Soudanais, c'est en partie controversé. Cela ressemble à un projet colonial. Aucun Soudanais n'y participe. La société civile n'y participe pas. Personne ne sait avec certitude ce qui en sortira sans l'inclusion de la société civile soudanaise. Je crois que le Canada pourrait faire valoir l'importance de la participation de la société civile à ces négociations, et j'espère que le Canada et d'autres pays pourront faciliter les choses. Il existe de nombreuses initiatives de la société civile sur lesquelles s'appuyer.

Sameer Zuberi: Effectivement.

Parlons maintenant de la société civile. Monsieur Lawson, vous représentez Médecins sans frontières. Pourriez-vous nous parler de vos activités sur le terrain? Que savez-vous de la société civile sur le terrain, et quelles sont les contributions d'un acteur productif dans cette situation humanitaire?

Michael Lawson: Pour certaines activités de MSF sur le terrain, nous faisons comme d'habitude. Nous fournissons des soins médicaux d'urgence. Nous gérons nos propres établissements de santé. Dans la mesure du possible, nous travaillons en collaboration avec le ministère de la Santé et d'autres intervenants.

Il faut souligner, dans ce contexte précis, le caractère essentiel des organisations de la société civile actuellement sur le terrain. Quand nous avons parlé de malnutrition et de la difficulté d'accès aux aliments, les soupes populaires et les organisations locales ont joué un rôle énorme dans la distribution d'aliments. C'est un peu en dehors de la norme d'intervention habituelle dans beaucoup de contextes et de conflits de ce genre.

Je crois qu'il faut aussi souligner l'énorme écart entre les besoins humanitaires et la capacité du secteur humanitaire international à y répondre. Cela arrive à un moment où le financement de l'aide humanitaire et de l'aide internationale subit d'énormes compressions. À certains égards, cela a eu une incidence directe sur les activités et les efforts d'intervention au Soudan. À d'autres égards, les effets sont indirects, mais le résultat est le même. Il n'y a pas d'intervention de grande envergure en matière d'aide internationale, et nous nous appuyons donc sur les organisations locales plus petites, plus souples et plus efficaces.

Sameer Zuberi: L'aide humanitaire fournie par le Canada est donc essentielle pour calmer la situation.

Michael Lawson: Absolument. L'aide humanitaire que fournit le Canada est essentielle dans ce contexte et dans pratiquement tous les autres contextes humanitaires.

Sameer Zuberi: Merci.

Ma dernière question s'adresse à M. Medani.

Je suis sûr que vous connaissez le programme des réfugiés exclusivement destiné aux Soudanais qui ont un lien avec le Canada. Actuellement, 716 personnes sont désormais en sécurité grâce à ce programme. Le ministère de l'Immigration a accordé la priorité à 7 300 autres personnes.

D'après vous, ce programme est-il important dans les mesures prises par le Canada pour faire face à cette crise humanitaire?

Le président: Je suis désolé, mais votre temps est écoulé.

Il vous reste environ 20 secondes. Soyez bref, s'il vous plaît.

Khalid Medani: Je dois répondre à cette question.

[Le témoin s'exprime en arabe.]

[Français]

Soit dit en passant, je suis né au Liban. Nous en reparlerons.

Les Canadiens d'origine soudanaise de la diaspora, par centaines, voire par milliers, exercent des pressions en ce sens. Cela répond à votre question. Je n'ai été qu'un porte-parole à certains égards. C'était également dans l'intérêt d'autres Canadiens, notamment des médias canadiens, qui estimaient que c'était la chose à faire en raison des valeurs éthiques du Canada et aussi parce que le gouvernement canadien l'avait fait pour les Ukrainiens pendant la guerre en Ukraine et pour les Latino-Américains, même si les chiffres sont beaucoup plus élevés, qu'on accélère beaucoup le processus et qu'il y a moins de lenteur bureaucratique. Il y a tellement de gens qui attendent, et les problèmes bureaucratiques ont atteint un point tel que c'est frustrant. Certains Soudanais sont morts au Soudan parce qu'ils n'ont pas réussi à...

Il y a ici des Canadiens d'origine soudanaise qui ont toute une liste de moyens utiles de rendre le processus beaucoup plus efficace et de garantir la sécurité et la protection du Canada. Tout est expliqué. Ce n'est pas moi qui dirige cela, parce que je reste dans ma tour d'ivoire. Les vrais Canadiens sont ceux qui peuvent venir le faire pour vous.

• (1735)

Le président: Merci, monsieur Medani.

Monsieur Alexis Brunelle-Duceppe, vous avez la parole.

[Français]

Alexis Brunelle-Duceppe: Merci, monsieur le président.

Monsieur Lawson, vous n'êtes pas le seul à avoir parlé du budget accordé à l'aide humanitaire. Plusieurs personnes en ont parlé également.

De prime abord, Mme Langlois a dit que le budget accordé à l'aide internationale baissait radicalement non seulement aux États-Unis, mais partout dans les grands pays riches.

Le Canada ne peut pas vraiment se vanter non plus, puisque l'aide internationale qu'il fournit se situe autour de 0,28 % ou 0,29 % par rapport au revenu national brut, ou RNB. L'objectif fixé par les Nations unies est de 0,7 % depuis 1970. Nous sommes loin d'atteindre cette cible.

Cela dit, j'aimerais que vous répondiez à ma question de façon très objective, parce que mon but n'est pas de faire de la politique en ce moment. Bien que ça puisse en avoir l'air, je n'en fais surtout pas.

Je vais d'abord poser mes questions à M. Lawson. Ensuite, Mme Langlois et les représentants de l'Université McGill pourront y répondre.

Manifestement, nous avons vu une volonté de la part du nouveau gouvernement — comme on aime le dire — de M. Carney. Il veut lier l'aide internationale et le commerce international. Il n'y a rien là de caché, puisque cela a été rendu public. De plus, ces deux ministères ont le même secrétaire parlementaire.

Dans le contexte actuel de la crise dont nous parlons aujourd'hui, à quel point la volonté du gouvernement de lier l'aide internationale et le commerce international peut-elle avoir un impact sur le terrain dans différentes zones, plus particulièrement au Soudan?

Pourriez-vous nous dire objectivement si la volonté de lier ces deux dossiers est une politique viable à long terme?

[Traduction]

Michael Lawson: Pour nous, le financement de l'aide humanitaire et l'aide internationale sont là pour répondre aux besoins humanitaires. C'est la seule raison. Quand on voit des gens privés de soins et de moyens d'existence ou des gens exposés à la souffrance en raison d'un conflit, d'une catastrophe ou d'une crise, on comprend pourquoi le secteur humanitaire existe. C'est la raison d'être de notre organisation. Le financement de l'aide humanitaire a pour but d'alléger les souffrances de ceux qui sont aux prises avec une crise. Pour nous, c'est la seule raison d'être de l'aide humanitaire, et c'est ce qui devrait motiver l'engagement durable du Canada à venir en aide aux personnes aux prises avec des crises humanitaires.

[Français]

Alexis Brunelle-Duceppe: Merci, monsieur Lawson.

Madame Langlois, aimeriez-vous ajouter des commentaires?

France-Isabelle Langlois: Il est extrêmement inquiétant de voir qu'on lie l'aide humanitaire à une politique commerciale.

Par contre, j'aimerais préciser que cette volonté n'est pas nouvelle. Elle existe depuis au moins deux décennies, sinon trois. La tendance est lourde.

Force est de constater que, pendant ce temps, on investit de plus en plus dans l'industrie militaire et dans la défense au détriment de l'aide humanitaire. Pourtant, ces deux secteurs devraient être complètement étanches.

Le sous-financement de l'aide humanitaire ne peut que précipiter les crises humanitaires, c'est-à-dire les conflits partout dans le monde. Il s'agit donc d'une spirale très dangereuse dans laquelle on s'engage.

Alexis Brunelle-Duceppe: Messieurs Unruh et Medani, pourriez-vous répondre aux questions que j'ai posées aux deux témoins précédents?

[Traduction]

Khalid Medani: Je crois que la couverture médiatique du Soudan et de ce qui se passe à El Fasher nous rappelle que l'humanita-

risme est une réalité mondiale. Hors de toute impulsion normative, je peux seulement vous répondre que, durant la première guerre au Darfour, j'étais à El Fasher et à Kabkabiya et j'y ai vu ce que faisait votre organisation, notamment dans les cliniques mobiles.

Ce n'est pas par intérêt économique, mais simplement par humanitarisme. Si les Canadiens ou le gouvernement estiment que cela n'a plus de valeur... Mes étudiants ne seraient pas d'accord, mais je ne sais pas si l'idée de soutenir et d'aider des gens qui meurent n'est plus une valeur en soi. La plupart des gens au Canada sont des immigrants, et beaucoup se souviennent de leurs arrière-grands-parents ou d'autres personnes ayant souffert dans ce genre de guerre. J'ai fait mes études secondaires en Allemagne, et mes amis allemands ont une mémoire très vive. C'est pourquoi ceux-ci, ou du moins la population, ont tendance à avoir de l'empathie. C'est vraiment important. Le gouvernement, c'est une autre histoire.

Cela dit, qu'il s'agisse de l'USAID ou d'autres organismes, si vous voulez parler aux décideurs au sujet de l'autre aspect, oui, évidemment, vous constaterez que l'aide — pas l'aide humanitaire à proprement parler, mais l'aide en général — est directement liée au commerce. L'USAID est claire à ce sujet, et je suis certain que le Canada et d'autres pays le sont aussi, en dehors de l'aide humanitaire. C'est une autre histoire. Je crois que l'aide sans contrepartie et le commerce sont sur un pied d'égalité.

Il faut tenir compte de ce que souhaitent les Africains en général. Si les décideurs estiment que différents types d'aide favoriseraient le commerce pour le Canada, on peut évidemment en discuter, puisque c'est ainsi que le monde est organisé. Je crois que le Canada bénéficierait d'un élargissement du commerce avec l'Afrique, mais je vous laisse le soin d'en décider.

• (1740)

Le président: Merci. Cela met fin à notre période de questions.

Au nom des membres du Comité, de la greffière, des analystes et des interprètes, et en mon propre nom, je remercie tous les témoins d'être venus nous voir. Nous avons obtenu de très bonnes réponses à de bonnes questions. Je remercie également toutes les personnes présentes dans la salle.

Espérons que la paix prévaudra non seulement au Soudan, mais partout dans le monde.

Merci. Nous allons prendre une minute pour passer à huis clos.

[La séance se poursuit à huis clos.]

Publié en conformité de l'autorité
du Président de la Chambre des communes

PERMISSION DU PRÉSIDENT

Les délibérations de la Chambre des communes et de ses comités sont mises à la disposition du public pour mieux le renseigner. La Chambre conserve néanmoins son privilège parlementaire de contrôler la publication et la diffusion des délibérations et elle possède tous les droits d'auteur sur celles-ci.

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la Loi sur le droit d'auteur. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre des communes.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la Loi sur le droit d'auteur.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

Aussi disponible sur le site Web de la Chambre des communes à l'adresse suivante :
<https://www.noscommunes.ca>

Published under the authority of the Speaker of
the House of Commons

SPEAKER'S PERMISSION

The proceedings of the House of Commons and its committees are hereby made available to provide greater public access. The parliamentary privilege of the House of Commons to control the publication and broadcast of the proceedings of the House of Commons and its committees is nonetheless reserved. All copyrights therein are also reserved.

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the Copyright Act. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the Copyright Act.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

Also available on the House of Commons website at the following address: <https://www.ourcommons.ca>